



20
17

RAPPORT D'ACTIVITÉ

UN
IMPACT
QUI FAÇONNE
L'AVENIR

Rapport d'activité 2017 de la Banque européenne d'investissement

© Banque européenne d'investissement, 2018.

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante : publications@eib.org.

Photo de couverture :

Des pélicans dans la zone de réensauvagement du delta du Danube, en Roumanie. Voir page 32

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport :

© Shutterstock, Skeleton Technologies, Rewilding Europe, EcoTitanium, Stefan Tuschy, Andreas Fritsch, Johannes Kassenberg, Vinci

L'autorisation de reproduire ou d'utiliser ces prises de vues doit être sollicitée directement auprès du détenteur des droits d'auteur.

Imprimé par l'Imprimerie centrale sur papier MagnoSatin, avec des encres à base d'huiles végétales.

Le papier utilisé, certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FSC), est composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées).

Abonnez-vous à notre bulletin à l'adresse www.bei.org/sign-up.



Table des matières

4



Avant-propos du président

6



Faits marquants de 2017

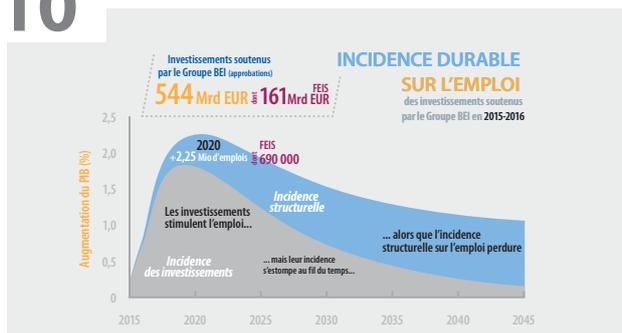
8



Une BEI qui réfléchit

Lutte contre la cybercriminalité : qui paie l'addition ? 8

10



Une BEI qui agit

Un impact sur l'emploi et la croissance 10

12



L'INNOVATION, clé de la compétitivité

Supercondensateurs ou noix de coco 14
À Chypre, la génétique ne connaît pas de bornes 16

18



Un grand coup de pouce aux PETITES entreprises

Fusées, dinosaures : des jeux qui rendent les enfants plus intelligents 20
La microfinance épaulant un réfugié syrien et un professeur de tango 22

24



Des INFRASTRUCTURES pour assurer l'interconnexion en Europe

Comment Paris facilite les déplacements
Flot d'investissements pour la réfection de conduites en Italie

26
28

30



Action en faveur du climat et de l'environnement pour un avenir DURABLE

Des chevaux sauvages comme intérêts 32
Un plan directeur pour voir la ville en vert 34
Recyclage : une source précieuse d'approvisionnement en titane pour l'Europe 36

38



Un acteur MONDIAL

Une nouvelle vie pour la mer Morte
Quand l'Éthiopie devance l'Europe

40
42

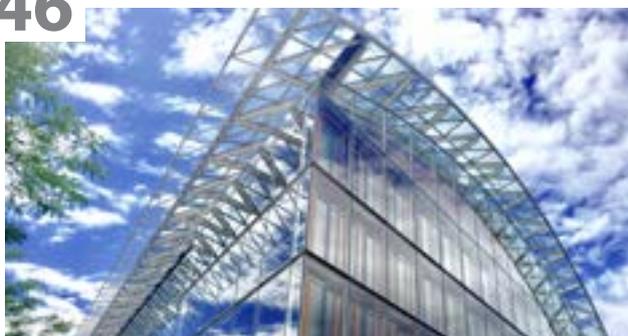
44



Origine des FONDS de la BEI

Vent favorable pour le climat en Chine 45

46



Une GOUVERNANCE durable, réactive et vigilante

Finance durable : une classification 46
À votre écoute : le Mécanisme de traitement des plaintes 48
Vigilance : la politique antifraude de la BEI 50
Et maintenant ? 52

Avant-propos du **président**



À l'heure où l'Europe émerge d'une décennie d'incertitude et de croissance anémique, nous ne devons plus nous préoccuper de la reprise économique mais, motivés par l'importance cruciale du projet européen, nous attachons à renforcer la compétitivité et à affûter les outils qui rendront l'Union européenne plus résiliente sur le plan économique.

Pour la Banque européenne d'investissement, cela signifie s'appuyer sur sa position clé de banque de l'UE et de chef de file mondial dans des domaines tels que le climat, l'innovation et les grandes infrastructures.

Cela implique qu'elle poursuive ses efforts pour repérer des projets qui améliorent les conditions de vie des citoyens à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE, là où les effets négatifs des changements climatiques et du manque de perspectives économiques se font parfois sentir le plus durement. Et cela signifie qu'elle doit contribuer à jeter les bases d'une Europe plus forte, plus innovante et plus compétitive.

En tant que banque, la BEI finance des ponts et le haut débit, l'énergie solaire et les supercondensateurs. En outre, nous réfléchissons intensément au rôle que jouent nos projets pour induire



« Pour innover, avoir des idées lumineuses ne suffit résolument pas. L'innovation s'articule autour des différents types de financements requis aux divers stades du cycle de vie d'une entreprise. En 2017, la BEI s'est davantage attachée à couvrir chacun de ces stades. »

En novembre, les économistes de la BEI ont publié un rapport circonstancié sur l'investissement en Europe. Ils ont fait deux constats : les grandes entreprises sont deux fois plus susceptibles d'être innovantes que les PME et les jeunes entreprises innovantes courent un risque 50 % plus élevé d'être limitées dans leur accès au crédit. Un problème majeur auquel se heurte l'Europe actuellement tient au fait que même si une petite entreprise a une idée innovante, il lui est difficile de devenir un grand innovateur. Il arrive que de petites entreprises mettent un produit innovant sur le marché, mais à défaut de capitaux de croissance, elles ne sont pas en mesure de prospérer dans le contexte financier qui règne actuellement. Cela illustre que, pour innover, avoir des idées lumineuses ne suffit résolument pas. L'innovation s'articule autour des différents types de financements requis aux divers stades du cycle de vie d'une entreprise. En 2017, la BEI s'est de plus en plus attachée à couvrir chacune de ces étapes pour mobiliser les divers types de bailleurs de fonds privés dont les investissements appuient la croissance des sociétés innovantes. Et c'est pour cette raison, par exemple, que la BEI a approuvé un nombre record de prêts dont le montant moyen était nettement inférieur à celui de ses opérations classiques. Si nous voulons avoir une plus forte incidence sur un spectre plus large de l'économie européenne, nous sommes bien conscients que nous devons soutenir les petites entreprises grâce à des prêts moins importants.

D'une certaine façon, la BEI est habituée à gérer les vagues d'incertitude et de changement. En 2018, nous célébrons soixante ans d'activité. Nos fondateurs sont intervenus sur un continent en pleine reconstruction à la suite de la seconde Guerre mondiale et dans le contexte de la guerre froide. Depuis, la BEI joue un rôle important dans les efforts déployés par l'Europe pour tenir sa promesse d'apporter la prospérité à ses citoyens. Les bouleversements politiques d'aujourd'hui nous placent devant des choix qui concernent les soixante prochaines années. Nous devons placer l'innovation au cœur de l'avenir, si nous voulons relever les défis démographiques de notre Union et doper notre compétitivité. Ce rapport explique comment, dans des domaines stratégiques essentiels, la BEI cherche à préserver la force de l'Europe en affermissant sa position aux avant-postes de l'innovation à l'échelle mondiale.

la future prospérité de l'Europe. Nous examinons tout particulièrement comment l'innovation peut marquer la prochaine étape glorieuse de l'évolution de la société humaine. Les bouleversements ne nous gênent pas, mais il faut empêcher qu'ils ne fassent naître un sentiment d'aliénation chez les citoyens. L'innovation porte la promesse que les formidables évolutions technologiques d'aujourd'hui soient le fertile terreau de l'avenir du genre humain et protègent la planète. Nous devons en faire davantage pour garantir l'inclusion, afin que tout le monde puisse bénéficier des innovations.

Werner Hoyer

FAITS marquants de 2017

Le Groupe Banque européenne d'investissement est la première institution financière multilatérale au monde par le volume de ses prêts et de ses emprunts ; il finance des investissements durables en tous points de la planète et dispense des conseils en la matière. En tant que banque de l'UE, la BEI a pour actionnaires les États membres de l'Union européenne et elle représente leurs intérêts dans la réalisation des grands objectifs de l'UE.

L'année 2018 marque le sixantième anniversaire de la Banque. Son activité en 2017, exposée dans le présent rapport, prouve que le Groupe BEI est en mesure de répondre à de grands défis de notre époque :

- tout au long de l'année, la Banque s'est attachée à élargir la portée de son initiative « Résilience économique », destinée à accroître – de 6 milliards d'EUR sur 5 ans – les financements accordés dans les pays voisins du Sud de l'UE et les Balkans occidentaux ;
- le Fonds européen pour les investissements stratégiques, au titre duquel la Banque procède à des investissements couverts par la garantie du budget de l'UE pour doper l'économie européenne, a dépassé les attentes initiales et le Parlement européen, en décembre, a voté la prolongation et le renforcement de ce mécanisme. Le FEIS, qui fait partie du Plan d'investissement pour l'Europe créé en réponse aux défaillances du marché révélées par la crise financière il y a dix ans, verra donc son volume augmenter, selon les prévisions, à 500 milliards d'EUR d'investissements soutenus d'ici fin 2020.

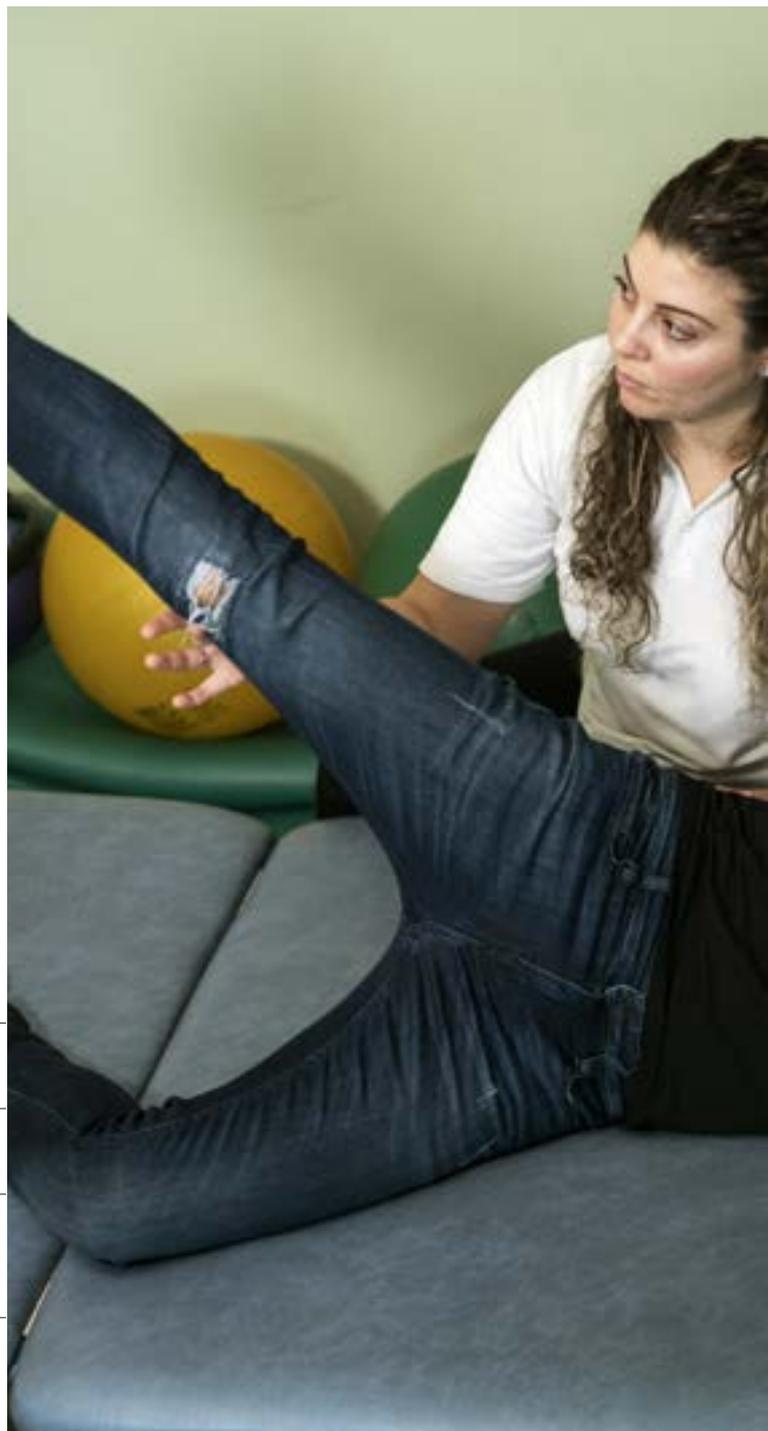
Le Plan d'investissement pour l'Europe

21 Mrd EUR de financements approuvés

295 opérations approuvées

93 Mrd EUR d'investissements mobilisés au titre du FEIS

500 Mrd EUR d'investissements soutenus d'ici fin 2020, selon les prévisions



Christos Pierdas, patient souffrant d'une sclérose en plaques, avec Maria Charalampous, kinésithérapeute à l'Institut chypriote de neurologie et de génétique. Voir l'article page 16.



Groupe BEI

78,16 Mrd EUR
de financements au total

29,6 Mrd EUR
pour les **PME**

18,0 Mrd EUR
pour les **infrastructures**

16,7 Mrd EUR
pour **l'environnement**

13,8 Mrd EUR
pour **l'innovation**

Total des investissements soutenus

250 Mrd EUR
pour **901** projets approuvés

Une BEI qui **réfléchit**



Lutte contre la cybercriminalité : qui paie l'addition ?

La banque de l'UE investit dans de nouvelles entreprises spécialisées en cybersécurité qui savent comment éradiquer la cybercriminalité.

Anders Bohlin aime comparer les dangers de la cybercriminalité à une ville dans laquelle de nombreuses rues seraient construites – mais où on oublierait d'ajouter des feux de circulation.

« C'est ce qui s'est passé en matière de cybersécurité. Nous avons oublié d'intégrer des feux rouges et, maintenant, nous devons faire face à toutes ces attaques malveillantes », déclare Anders, spécialiste du numérique à la Banque européenne d'investissement, qui travaille avec des entreprises du secteur des TIC.

Ces dernières années, les cyberattaques ont menacé des milliers d'entreprises et des milliards de données personnelles à

l'échelle planétaire. La cyberattaque WannaCry a mis à genoux les ordinateurs d'hôpitaux et d'entreprises du monde entier. Chez Uber et Yahoo, des pirates ont dérobé les données de milliards d'utilisateurs. La Russie s'est vue accusée d'avoir recours à la cybercriminalité pour perturber les élections aux États-Unis et en Europe.

Alors, pourquoi la manière dont il faut éradiquer la cybercriminalité est-elle un tel sujet de préoccupation ? C'est parce qu'en dehors des menaces qui pèsent sur nos données personnelles, les cyberattaques entraînent des milliards de dollars de pertes pour l'économie mondiale. Selon la Commission européenne, il y a eu plus de 4 000 attaques par jour en Europe en 2017 et 80 %



« Quelqu'un doit bien payer l'addition et il faut bien que quelqu'un la combatte ».

des sociétés européennes ont été confrontées à un incident lié à la cybersécurité.

La cybersécurité devient une priorité

Face à l'augmentation des risques, la BEI a fait des investissements en matière de cybercriminalité une priorité.

« Nous nous attachons activement à aider le secteur de la cybersécurité », déclare Jussi Hätönen, chef de l'unité, au sein de la Banque, qui investit dans les entreprises jeunes et innovantes. « Quel que soit le secteur considéré, tout passe au numérique. Ce phénomène fait exploser la quantité des données, données qui doivent être conservées en lieu sûr. »

Récemment, la Banque a bouclé plusieurs opérations liées à la cybercriminalité. En décembre 2017, elle a signé deux prêts en faveur de Nexus Group et Clavister afin que ces sociétés suédoises puissent développer des logiciels de cybersécurité plus avancés et créer des systèmes d'identification plus performants. Ces deux opérations s'inscrivent dans le cadre du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), une initiative qui vise à dopper la croissance dans l'UE en soutenant des sociétés jeunes et innovantes.

La Banque a prêté 29 millions d'EUR à Nexus pour l'aider à donner un coup de fouet au développement de ses produits de gestion des identités et des accès. Nexus, grâce à sa technologie appelée « Smart ID », permet aux utilisateurs de s'identifier visuellement, de se connecter sur un ordinateur, d'accéder à des locaux, de signer numériquement des transactions électroniques et d'effectuer des paiements à l'aide d'une carte ou d'un appareil mobile.

Selon Lars Pettersson, président-directeur général de Nexus, sa technologie « Smart ID » représente le Saint Graal contre les cybermenaces, car elle jette un pont entre les mondes physique et numérique à l'aide d'un seul dispositif qui offre aux utilisateurs un accès à leur domicile, à leur bureau, à leur ordinateur, à leur messagerie électronique, aux services d'informatique en nuage, au garage qui abrite leur véhicule, etc.

La BEI a octroyé un prêt de 20 millions d'EUR pour soutenir Clavister, dont les pare-feu protègent les points d'accès des réseaux informatiques et bloquent les pirates avant qu'ils ne frappent. Cette entreprise figure parmi les chefs de file du marché mondial de la cybersécurité.

La Banque, au mois d'octobre 2017, a aussi signé un prêt de 20 millions d'EUR avec CS Communication & Systèmes, une entreprise française qui aide les sociétés à détecter et à prévenir les attaques informatiques. La BEI a accordé un prêt de 25 millions d'EUR à Qwant, l'entreprise franco-allemande ayant développé un moteur de recherche qui protège les données personnelles des utilisateurs.

« Tout un chacun doit être vigilant »

Bien qu'il n'aime pas en parler, Anders Bohlin a également été victime d'un cybercrime. Alors qu'il travaillait dans une entreprise suédoise axée sur les technologies, il y a 14 ans, il s'est aperçu, un jour, que des pirates avaient pénétré dans son ordinateur personnel grâce à une « machine zombie » et envoyaient des pourriels à distance. « Ce fut une expérience très désagréable, qui m'a appris que tout un chacun doit être vigilant, pas seulement les entreprises », témoigne Anders.

Selon des représentants de la BEI, il deviendra de plus en plus difficile de lutter contre la cybercriminalité dans les dix ans à venir, au fur et à mesure que les technologies progressent et se complexifient. Il ne sera pas facile de gagner la bataille.

« En définitive, la cybercriminalité inflige de lourdes pertes – non seulement pour les entreprises, mais aussi pour les particuliers », déclare Jussi Hätönen. « Quelqu'un doit bien payer l'addition et il faut bien que quelqu'un la combatte ».

La BEI sera aux avant-postes de cette lutte.

Une BEI qui agit

Un impact sur l'emploi et la croissance

Un électrochoc était nécessaire pour que l'économie européenne retrouve de sa vivacité après la crise financière. Le Plan d'investissement pour l'Europe visait à donner cette impulsion. Nos modèles économiques prouvent que cela fonctionne.

Les économistes de la BEI ont eu recours à un modèle économique éprouvé pour évaluer l'incidence future des investissements appuyés par **toutes les opérations** menées par la Banque sur la période 2015-2016, ainsi que les prêts qu'elle a octroyés spécifiquement au titre du Fonds européen pour les investissements stratégiques relevant du Plan d'investissement pour l'Europe. Ils ont constaté que **l'activité de prêt du Groupe BEI était susceptible d'avoir une incidence majeure sur l'économie européenne.**

D'ici 2020, l'ensemble des financements approuvés par le Groupe BEI au sein de l'UE sur la période 2015-2016 auront permis :

- de soutenir 544 milliards d'EUR d'investissements,
- d'accroître le PIB de 2,3 %,
- de créer 2,25 millions d'emplois.

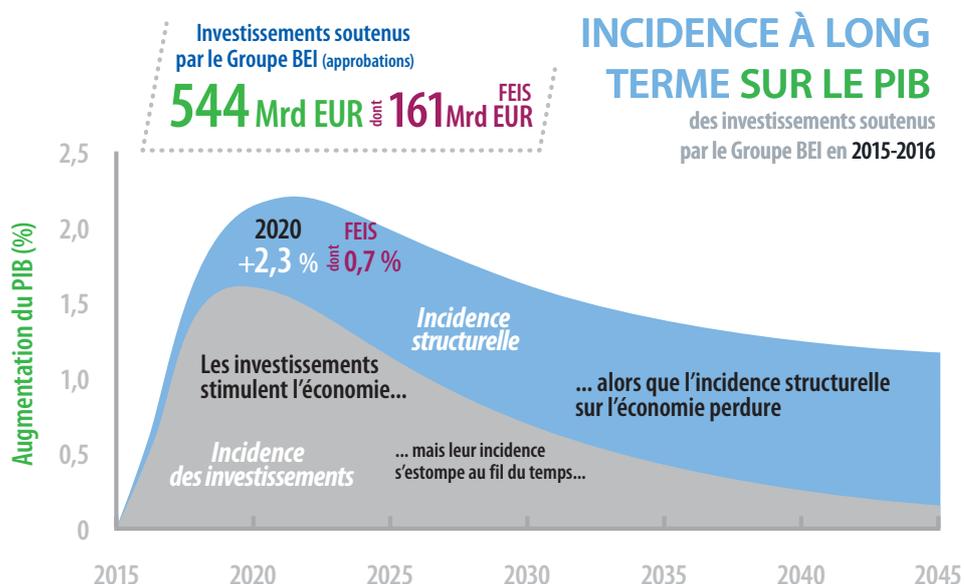
D'ici 2020, les prêts approuvés par le Groupe BEI au titre du Plan d'investissement avant le 31 décembre 2016 auront permis :

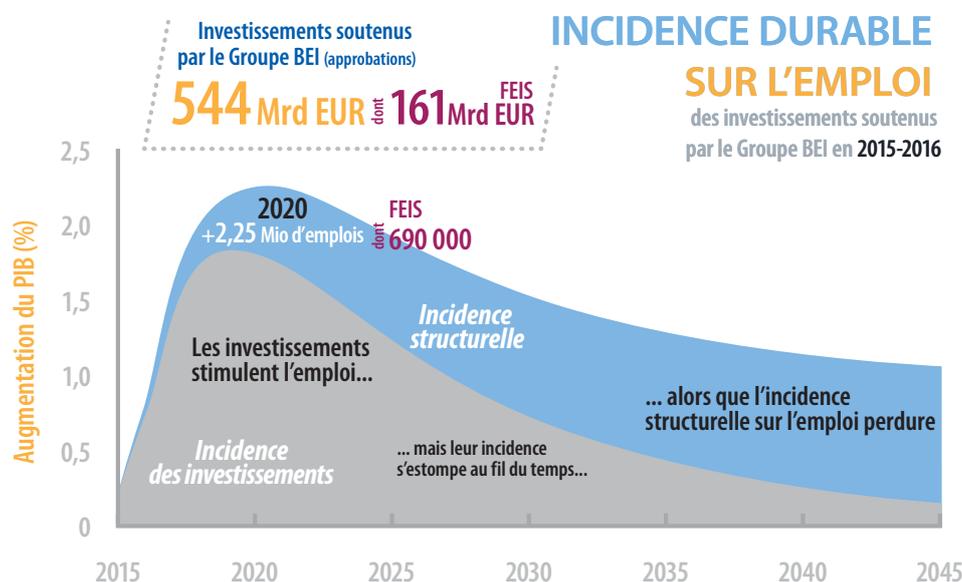
- d'appuyer 161 milliards d'EUR d'investissements,
- d'accroître le PIB de l'UE de 0,7 %,
- de créer 690 000 emplois.

Les conclusions de la BEI mettent en évidence que les prêts du Groupe BEI – que la conjoncture économique soit favorable ou défavorable lors de l'octroi – jettent les bases d'une croissance à long terme, en plus de donner une impulsion immédiate à l'économie. « Notre principal objectif est de renforcer la compétitivité de l'UE et la croissance à long terme », déclare Debora Revoltella, directrice du département Analyses économiques de la BEI. « Ces conclusions montrent qu'à long terme, l'économie européenne sera bien plus solide, indépendamment des stades du cycle économique. »

Une réponse probante à la défaillance du marché

Pour le Groupe BEI, il est important d'évaluer l'incidence de son activité, afin de s'assurer que ses financements bénéficient effectivement aux citoyens de l'UE. Les prêts de la Banque de l'UE au





« Le Plan a mis l'économie en mouvement et c'est une dynamique qui s'auto-entretient. »

titre du Plan d'investissement ont déjà été salués à Bruxelles, où ce programme a été prolongé et amplifié. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques, piloté par la BEI, a été créé à la mi 2015. Il bénéficie d'une garantie du budget de l'UE et était à l'origine destiné à mobiliser 315 milliards d'EUR d'investissements sur trois ans. Son objectif d'investissement est passé à 500 milliards d'EUR d'ici 2020.

L'objectif est de soutenir des entreprises qui, sans cela, auraient pu peiner à trouver des financements bancaires, tout en ciblant les domaines clés de l'innovation et des petites entreprises. « Nous avons mis ce programme sur pied pour faire face à une crise, le marché présentant certaines défaillances », indique Natacha Valla, chef de la division Politique et stratégie de la BEI. « Cette étude met en évidence des effets positifs réels ».

Des hypothèses prudentes

Pour mesurer l'incidence de ses programmes, les économistes de la BEI ont dû tenir compte de l'interaction complexe entre les opérations de la Banque et d'autres activités économiques. Ils ont collaboré avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne, établi à Séville, et ont utilisé un modèle économique appelé Rhomolo, servant à déterminer si les financements publics de plus en plus limités étaient utilisés de manière efficace. « Nous nous sommes montrés prudents quant aux hypothèses que nous avons formulées dans le modèle », déclare Georg Weiers, un éco-

nomiste de la BEI qui a travaillé sur l'étude, « et pourtant, l'incidence reste très importante ».

L'étude montre qu'une fois dissipée la première impulsion à l'économie, le Plan d'investissement continuera à avoir des effets structurels solides sur l'économie à long terme, comme c'est le cas pour d'autres prêts du Groupe BEI.

D'ici 2036, les investissements soutenus par les prêts octroyés par le Groupe BEI au titre du **Plan d'investissement** avant le 31 décembre 2016 auront permis :

- d'accroître le PIB de 0,4 %,
- de créer 344 000 emplois.

L'ensemble des investissements appuyés via les prêts approuvés par le Groupe BEI sur la période 2015-2016 auront une incidence encore plus marquée au bout de 20 ans. Ils permettront :

- d'accroître le PIB de 1,5 %,
- de créer 1,3 million d'emplois.

« L'incidence est grande et se poursuit dans le temps », affirme Natacha. « Dans 20 ans, il y aura toujours des emplois qui découlent de ces investissements en Europe. C'est une répercussion positive clé du Plan d'investissement et de toutes les opérations de la Banque. »

L'INNOVATION, clé de la compétitivité





13,8 Mrd EUR

pour l'innovation et les
compétences

- **7,44** Mio de connexions numériques nouvelles et améliorées à très haut débit
- **1,1** Mio d'étudiants bénéficiant d'installations plus modernes

Taavi Madiberk (à gauche) et Oliver Ahlberg, cofondateurs de Skeleton.

Supercondensateurs ou noix de coco

On pourrait croire que, pour une entreprise située en Estonie, la difficulté liée à l'utilisation de la noix de coco tient davantage à la faible probabilité d'en trouver dans le pays qu'à la qualité de sa coque. Pourtant, comme l'explique Taavi Madiberk, directeur général de Skeleton Technologies, « le problème avec les coques de noix de coco, c'est que la répartition et la taille de leurs pores varient énormément, de manière naturelle ». Et le plus surprenant dans tout cela, c'est qu'une entreprise de ce pays nordique soit sur le point de résoudre ce cuisant problème de noix de coco.

Le remplacement de la noix de coco représente en réalité une juteuse affaire de plusieurs milliards d'euros, étant donné la taille du marché des supercondensateurs, ces dispositifs de stockage d'énergie. D'ici à 2024, cette filière devrait peser 6 milliards d'EUR. Les supercondensateurs ont jusqu'ici été fabriqués avec du charbon actif produit à partir de coques de noix de coco carbonisées. Jusqu'à ce que Skeleton Technologies parvienne à mettre au point une solution inorganique beaucoup plus efficace. En 2017, cette entreprise a obtenu un prêt de 15 millions d'EUR de la BEI pour poursuivre ses activités de recherche-développement, une opération qui a bénéficié d'une garantie du budget de l'UE au titre du Plan d'investissement pour l'Europe.

Pourquoi ne pas continuer à utiliser des noix de coco ?

Lorsqu'une noix de coco est carbonisée, elle produit du carbone qui, lorsqu'on l'étale en fine couche sur une feuille d'aluminium et qu'on l'expose à des ions électriquement chargés, stocke les ions dans ses pores. Plus le carbone possède de

Jusqu'à présent, la noix de coco carbonisée était le principal ingrédient des puissants dispositifs de stockage d'énergie. En Estonie, pays aux confins septentrionaux de l'Europe, une entreprise vient de trouver comment fabriquer un supercondensateur sans ce fruit tropical.



« Les supercondensateurs sont l'épine dorsale, le squelette d'un système énergétique. »

pores (d'une taille appropriée), plus il peut stocker d'énergie par gramme de matière. Le problème avec les noix de coco carbonisées, c'est qu'en fonction de la météo et du moment où elles sont récoltées, la densité des pores varie.

Grâce à sa technologie exclusive qui permet de synthétiser du carbone à partir de carbures inorganiques, Skeleton Technologies est à présent capable de définir la porosité de son carbone. Résultat : des feuilles courbées de l'épaisseur d'un atome, dont chaque gramme contient une superficie uniformément poreuse

de près de 2 000 mètres carrés pour stocker les ions. Le processus qu'utilise ensuite Skeleton pour fixer le carbone à la feuille d'aluminium et empiler ou rouler ces feuilles en les compressant en forme de cellules permet de fabriquer des supercondensateurs d'une densité énergétique quatre fois supérieure à ceux que ses concurrents fabriquent avec des noix de coco. À propos, l'entreprise tire son nom, Skeleton, du fait que, sous un microscope, le matériau qu'elle produit ressemble à un squelette humain. « Les supercondensateurs sont l'épine dorsale, le squelette d'un système énergétique », conclut Taavi.



À Chypre, la génétique ne connaît pas de bornes

L'Institut chypriote de neurologie et de génétique renforce ses capacités de recherche et de traitement des patients chypriotes – grecs ou turcs.

Joseph Ioannou n'avait que six mois lorsque les médecins de l'Institut chypriote de neurologie et de génétique à Nicosie ont découvert qu'il souffrait d'une amyotrophie spinale, une maladie qui touche les neurones moteurs de la moelle épinière et entraîne une faiblesse musculaire. Il se trouve que Joseph est né dans la partie chypriote grecque de Nicosie, une ville divisée à la suite d'une invasion qui s'est déroulée près de vingt ans avant sa naissance. Mais pour les médecins de l'Institut, cela n'avait aucune importance. « Les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs souffrent des mêmes maladies », explique le professeur Leonidas Phylactou, généticien et directeur général de l'Institut. « Notre mission consiste à soigner les deux communautés. »

Depuis 29 ans, Joseph reçoit des soins vitaux à l'Institut, où il est suivi par un neurologue, un pneumologue, un cardiologue et un nutritionniste. Il s'y rend aussi pour des séances régulières de kinésithérapie. Parallèlement, il a terminé ses études en informatique et créé sa propre entreprise de réparation d'ordinateurs. Aujourd'hui fiancé, il rêve de fonder une famille. « Si je n'étais pas pris en charge par l'Institut, mon état serait bien pire. Grâce au soutien et au suivi de l'Institut, j'ai une meilleure qualité de vie. Je suis productif. J'ai le droit de rêver et de faire des projets pour l'avenir », explique-t-il.

Joseph est l'un des 12 000 patients de cet établissement qui se situe sur le flanc d'une colline de Nicosie, à quelques pas de la « ligne verte » qui divise l'île en deux parties : la zone contrôlée par la République de Chypre et celle occupée par la Turquie depuis 1974. L'Institut réalise 40 000 tests de laboratoire chaque année pour lutter contre des troubles génétiques connus dans le monde entier, tels que la sclérose en plaques, ainsi que des affections particulièrement répandues à Chypre, comme la thalassémie, une maladie du sang. Fondé en 1990, l'Institut est également un centre de recherche de traitements pour ces maladies. Plus important encore, il sauve des vies. « Sans l'Institut, la vie de ces personnes serait, dans le meilleur des cas, très, très difficile », explique Leonidas. « Je dirais même que certaines d'entre elles ne survivraient pas », poursuit le généticien de 47 ans.

Au-delà de la santé, des retombées sociales

À l'instar de nombreux centres médicaux importants, l'Institut exerce une influence qui ne se limite pas à la santé de ses

patients. Son impact sur la vie sociale et économique de Chypre est considérable, car l'établissement permet à ces personnes de rester en assez bonne santé pour travailler et d'éviter ainsi qu'elles ne deviennent une charge pour leur famille et pour l'État. Par exemple, le diagnostic prénatal de la thalassémie réalisé par l'Institut a permis de faire passer cette maladie à un taux « proche de zéro » chez les nouveau-nés, selon Leonidas.

Pour développer davantage ses activités essentielles, l'Institut chypriote de neurologie et de génétique bénéficie actuellement d'un programme d'expansion de 40 millions d'EUR qui lui permettra de moderniser ses infrastructures de recherche ainsi que ses installations destinées au traitement et à la rééducation des



« Les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs souffrent des mêmes maladies. Notre mission consiste à soigner les deux communautés. »

patients. La BEI finance ce programme à hauteur de 26 millions d'EUR au moyen d'un prêt dont l'objectif principal est de soutenir les travaux de recherche-développement de l'Institut. « Il s'agit d'un centre de recherche très important », explique Nicos Yiambides, chargé de prêts de la BEI pour les opérations à Chypre. « En outre, il travaille avec les deux communautés de Chypre, ce qui est une très bonne chose. »

La BEI, la banque de l'UE, a financé plusieurs sites de recherche et centres médicaux dans le cadre d'une grande campagne visant à stimuler l'économie de l'île, qui a été frappée par une crise bancaire en 2012 et 2013. On peut notamment citer le centre allemand d'oncologie de Limassol, qui a ouvert ses portes à l'automne 2017. Il a été financé par la BEI via un intermédiaire local.

Ces cinq dernières années, le Groupe BEI a signé des financements pour un montant total de 1,7 milliard d'EUR en faveur de Chypre, notamment des prêts volumineux à l'appui de la recherche, des fi-

nancements dans le secteur des infrastructures et des crédits destinés aux petites entreprises. Les prêts qu'elle a accordés à Chypre, sur la seule année 2017, ont atteint 333 millions d'EUR au total, soit 1,8 % du PIB de l'île, ce qui constitue le pourcentage le plus élevé sur l'ensemble des États membres de l'UE.

BEI et innovation : plus d'informations en ligne

- En Lettonie, du chocolat pour soigner le cœur eib.org/cardiac-chocolate
- Des tests de diagnostic qui ne prennent que trois heures, au lieu de trois jours eib.org/molecular-diagnostics



Un grand coup de pouce aux PETITES **entreprises**





29,6 Mrd EUR

pour **les petites et moyennes entreprises**

- Appui à **285 800** PME et ETI
- **3,9** Mio d'emplois préservés dans les PME et les ETI

Fusées, dinosaures : des jeux qui rendent les enfants plus intelligents

Si c'est gluant, que ça fait du bruit, que c'est bizarre ou que ça sent, les enfants vont adorer.

C'est ce que Miguel Pina Martins a compris il y a 10 ans alors qu'il cherchait à changer de carrière. Il trouvait qu'en matière de jeux éducatifs scientifiques pour enfants, on pouvait faire mieux ; c'est ainsi qu'il décida de quitter un travail prometteur dans la finance pour lancer sa propre entreprise et offrir quelque chose de différent. « J'ai investi tout l'argent que j'avais dans mon nouveau projet », explique Miguel.

Aujourd'hui, son entreprise, Science4You, qui est établie près de Lisbonne, propose des centaines de jeux et emploie plus de 200 personnes. En 2008, le chiffre d'affaires de l'entreprise se montait à 54 000 EUR. En 2017, il devrait peser 20 millions d'EUR.

Repousser les limites

Qu'est-ce que Miguel a fait de différent ? Il a rendu les jeux de découverte scientifique plus amusants et plus originaux. Il leur a donné des noms comme « Science explosive » ou « L'Usine à fusées » ou encore « Labo visqueux-Mains collantes ». Le concept à la base de ses produits découle des résultats d'un projet mené à l'université de Lisbonne dans le but de trouver un nouveau marché pour des jeux de découverte scientifique. « Nous nous sommes efforcés de trouver ce qui pourrait amuser les enfants, comme fabriquer du savon, de la pâte gluante, une fusée ou encore des sucreries ou provoquer une explosion, et de leur montrer aussi comment faire mais d'une autre manière », explique Miguel.

Les jeux proposés par Miguel sont amusants, parfois même un peu loufoques, mais ils apprennent également aux enfants des choses dans le domaine de la science, de la chimie et de la physique, tout en développant leur créativité et leurs compétences sociales. Ces jeux encouragent aussi la curiosité et incitent les enfants à découvrir le monde qui les entoure. L'entreprise publie un blog pour les scientifiques en herbe qui explique aux enfants pourquoi ils baillent, pourquoi les moustiques piquent et en quoi les triangles ont un rôle important.

La BEI octroyé un prêt de 10 millions d'EUR à Science4You pour soutenir sa croissance. Ce prêt s'inscrit dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe, qui soutient les entreprises innovantes de petite taille que les banques commerciales considèrent comme trop risquées ou n'ayant pas encore fait leurs

Histoire d'un entrepreneur portugais qui dit adieu à la finance pour se lancer dans la fabrication de jeux

preuves. « Science4You est une société en plein essor née d'un projet universitaire qui, chaque année, a grandi et affiché des résultats financiers positifs », explique Francisco Alves da Silva, le chargé de prêts qui a traité ce dossier à la BEI. Science4You combinera le prêt de la BEI avec 10 millions d'EUR de ressources propres afin d'investir dans de meilleurs équipements pour l'assemblage des jeux, d'améliorer les ventes et la promotion en ligne, et de concevoir de nouveaux jeux. L'entreprise, qui commercialise 40 % de ses jeux au Portugal, utilisera également le financement pour son expansion en Europe et au-delà.

Exploiter au maximum les capacités cognitives

Outre la fabrication de parfums, savon et pâte gluante, Science4You propose des coffrets sur le thème du bien-être et des soins du corps, de la médecine, des dinosaures, de la chimie, de la fabrication de fusées, des cristaux et de la cuisine. Chaque coffret est basé sur des études scientifiques et est accompagné d'un mode d'emploi coloré et détaillé qui explique les expériences à réaliser et la recherche.

Même la publicité de l'entreprise est amusante. Ses vidéos pour le Labo parfums ou les coffrets Maquillage ou Science explosive montrent un scientifique qui, en versant une substance liquide dans une autre, provoque une explosion. « Pour nous, le bon équilibre entre éducation et amusement est atteint quand maman et papa achètent un jeu éducatif avec lequel les enfants ont vraiment envie de jouer », précise Miguel. « C'est un équilibre toujours très difficile à trouver. »

« Nous nous sommes efforcés de trouver ce qui pourrait amuser les enfants, comme fabriquer du savon, de la pâte gluante, une fusée ou encore des sucreries ou provoquer une explosion, et de leur montrer aussi comment faire mais d'une autre manière. »



Vera Marques (à gauche) et Madalena Ribeiro, de Science4You, réalisent une expérience amusante à l'anniversaire de Carlota Costa.

La microfinance épaulant un réfugié syrien et un professeur de tango

Microlux offre à des personnes socialement exclues au Luxembourg la possibilité de diriger leur propre entreprise.

Après avoir travaillé un an dans une pharmacie au Luxembourg, Mahmoud Al Fayyad – un réfugié syrien – a appris l'existence de Microlux, un organisme local de microfinance. « J'ai toujours adoré cuisiner », se souvient-il. « Alors, pourquoi pas me lancer ? Après tout, la cuisine est un moyen extraordinaire de partager sa culture. » Dans le restaurant qu'il a ouvert, tous les plats sont faits maison par des réfugiées syriennes. Syriously peut accueillir jusqu'à 100 convives dans une maison qu'un propriétaire a donnée à Mahmoud pour l'euro symbolique après l'avoir rencontré via la Croix-Rouge luxembourgeoise. Il affiche souvent complet pour ses deux services du soir.

« Actuellement, j'emploie huit personnes et j'ai décidé de rembourser le prêt en deux ans », explique-t-il. « Ce microcrédit m'a aidé à entamer une nouvelle vie et à contribuer à l'économie de ma nouvelle patrie. Je suis très reconnaissant envers tous ceux qui m'ont fait confiance et soutenu depuis le tout début. »

Depuis mars 2016, Microlux, une institution de microcrédit soutenue par le Fonds européen d'investissement grâce au Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale, redonne de l'espoir aux petits entrepreneurs du Luxembourg. Certes, le Luxembourg est un pays riche, en forte croissance, mais il existe néanmoins en son sein quelques foyers d'insécurité professionnelle et de pauvreté. Aucun organisme de microfinancement local n'avait précédemment ciblé le Luxembourg.

Dans ce pays, le FEI, qui fait partie du Groupe BEI, estime que le nombre potentiel de demandes de prêt s'élève à 400 sur 5 ans. Cela fait beaucoup, selon Karin Schintgen, la représentante du principal actionnaire de Microlux, BGL BNP Paribas, car « en Europe, 30 % des très petites et petites entreprises nouvelles sont lancées par des personnes sans emploi ».

Le tango, passionnément

Grâce à un prêt de 10 000 EUR consenti par Microlux, Rodolfo Aguerrodi a importé le tango de sa ville natale de Buenos Aires pour créer la Dance Factory à Luxembourg, où il réside depuis trois ans. « J'ai d'abord commencé par donner des cours dans



les clubs des institutions européennes, mais j'ai rapidement senti qu'il fallait professionnaliser la discipline », nous indique Rodolfo.

Il rembourse 258 EUR par mois. C'est une petite somme, mais c'est ce genre de crédit qui maintient de l'huile dans les rouages de l'économie européenne. « Nous aurions pu continuer à travailler sans ce prêt, mais ce dernier nous a permis de sortir la tête de l'eau et de nous concentrer sur notre cœur de métier », déclare-t-il.

Rodolfo emploie huit professeurs et fait salle comble quasi tous les jours de la semaine. Il propose également des cours de danse en tant que thérapie permettant de soigner les maladies de Parkinson et d'Alzheimer.

Ainsi, même dans un pays riche comme le Luxembourg, la demande de microcrédit existe bel et bien.

« Je suis très reconnaissant envers tous ceux qui m'ont fait confiance et soutenu depuis le tout début. »

BEI et PME :
plus d'informations en ligne



- En ligne (eib.org/startup-cartoon), retrouvez davantage de vignettes humoristiques de notre série sur les start-up, « La couvée », par Madis Ots, un artiste estonien.
- Découvrez la société suédoise qui facilite vos paiements eib.org/izettle.

Des **INFRASTRUCTURES** pour assurer l'interconnexion en Europe





Un Vélib à Paris.

18 Mrd EUR pour les infrastructures

- **10 924** MW de capacité de production d'électricité supplémentaire
- dont **99,6** % provenant de sources d'énergie renouvelables
- **76 557** km de lignes électriques construites ou remises en état
- **36,8** Mio de compteurs intelligents installés
- **10,4** Mio de foyers alimentés en électricité
- **572 324** ménages demeurant dans des logements sociaux abordables neufs ou rénovés
- **735** Mio d'usagers supplémentaires de moyens de transport financés par la BEI
- **45,7** Mio de personnes bénéficiant de services de santé améliorés

Comment Paris facilite les déplacements

Au prix de milliards d'euros, Paris façonne le réseau de transport du futur.

Pour David Pena, qui vit dans une petite ville en bord de Seine, à 30 km environ à l'ouest de Paris, la mobilité est un défi quotidien. « Il n'est pas rare que je me rende à la gare et que le train ait du retard ou ait été annulé », explique cet ingénieur de 42 ans spécialiste des hélicoptères.

Le métro parisien figure souvent parmi les meilleurs métros du monde et une récente enquête internationale classait Paris parmi les dix premières villes en matière de mobilité urbaine. Toutefois, la région doit relever des défis de taille. « À l'instar de Londres, Paris dispose d'un réseau très ancien », affirme Caroline Lemoine, ingénieure dans le domaine des transports à la BEI. « Moderniser ce réseau et poursuivre son expansion pour améliorer le niveau de service et augmenter l'accessibilité nécessitent de lourds investissements, et c'est à ce niveau-là que la BEI peut apporter sa contribution. »

La région Île-de-France ou région parisienne a vu sa population tripler au cours du siècle dernier pour atteindre quelque 12 millions d'habitants. Plus de huit millions de déplacements sont effectués quotidiennement sur le réseau de transport francilien. Cette poussée démographique a contribué à la flambée des prix de l'immobilier, forçant de nombreux résidents à déménager à 40 km à l'extérieur de la ville, dans des zones moins bien desservies par les transports en commun. « Nous faisons face à des problèmes qui datent de plus d'un siècle et nous trouvons des solutions aujourd'hui », explique Laurence Debrincat, spécialiste de la mobilité chez Île-de-France Mobilités, l'autorité qui gère le réseau de transport de la région.

Préparer l'avenir

La banque de l'UE aide Paris à investir dans les transports depuis des décennies, notamment dans le cadre de ces grandes opérations récentes :

- 800 millions d'EUR pour rouvrir des lignes de tramway ;
- 200 millions d'EUR pour soutenir les véhicules électriques Autolib' ;
- 2,5 milliards d'EUR au total pour financer une partie du Grand Paris Express, un projet d'agrandissement du réseau de métro parmi les plus ambitieux au monde.

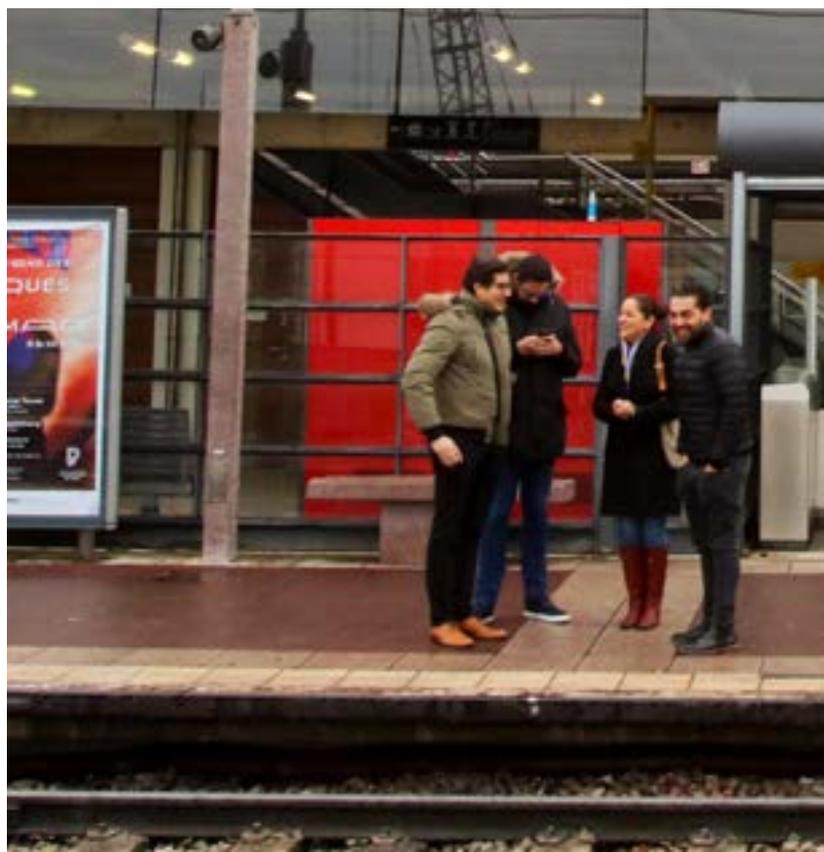
Le Grand Paris Express permettra de doubler la taille du métro en ajoutant 200 km de voies et plus de 70 gares. Le projet vise à :

- relier entre elles des banlieues isolées ;
- réduire la congestion et la pollution atmosphérique qu'elle engendre ;
- relier les centres d'affaires, les aéroports et les universités ;
- desservir des banlieues qui, sans cela, seraient isolées.

« Le projet du Grand Paris prendra du temps, mais il permettra à la ville de se doter de l'un des meilleurs réseaux de transport au monde », explique Laurence.

Les trains du RER, qui desservent les banlieues, sont également modernisés, équipés de nouvelles voitures et d'une nouvelle signalisation. La ligne A du RER, longue d'une centaine de kilomètres, est la plus empruntée d'Europe avec 1,2 million de voyageurs par jour. Cette ligne qui traverse la région parisienne d'est en ouest en passant par le centre de Paris fait l'objet de rénovations sur la période 2015-2020, avec le remplacement de 24 km de voies.

« Il est vraiment nécessaire d'entretenir le réseau ferroviaire de banlieue », ajoute Laurence. « Cela coûte des milliards d'euros



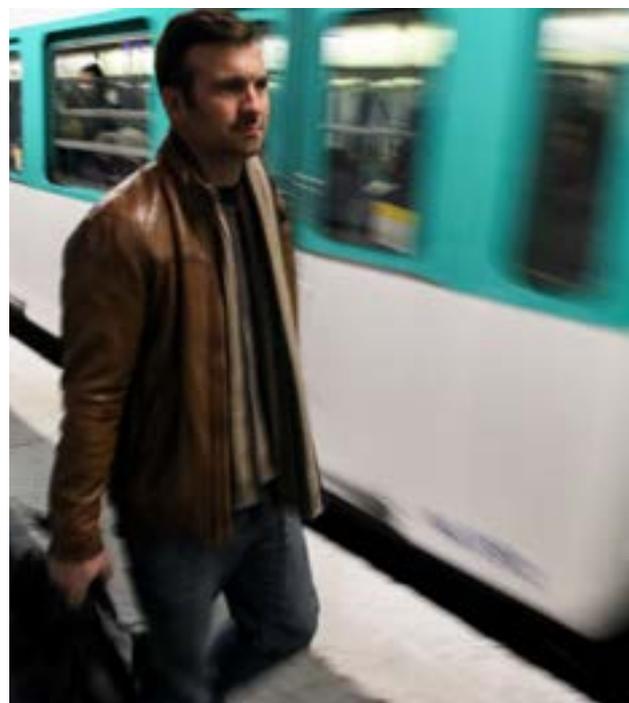
de changer des voies et la signalisation électrique, mais nous devons le faire depuis de nombreuses années. »

À Paris, le système de vélos en libre-service est l'un des projets de ce type les plus réussis au monde. Il propose environ 14 500 vélos et 1 230 stations. Depuis la fin des années 90, Paris augmente le nombre de pistes cyclables, dont la longueur atteint aujourd'hui quelque 700 km.

La ville se dote également de nouvelles lignes de bus électriques dans l'objectif de s'équiper de 80 % de bus électriques et de 20 % de bus fonctionnant au biogaz à l'horizon 2025. La capitale française possède déjà une ligne 100 % électrique desservie par 23 bus.

Sans oublier que, depuis 2011, la région parisienne propose aussi un service d'autopartage de voitures électriques, Autolib', avec près de 4 000 véhicules électriques et plus de 100 000 abonnés. La banque de l'UE a participé au financement du déploiement du service ainsi que des activités de recherche-développement sur les batteries automobiles d'Autolib'.

David Pena, qui vit dans la banlieue ouest de Paris, se dit optimiste quant à l'avenir de la mobilité dans la capitale – et quant à ses trajets domicile-travail. Il est prévu que le RER arrive dans sa petite commune. Selon David, « la France est sans aucun doute en première ligne quand il s'agit de tirer parti des nouvelles technologies, mais elle doit encore s'améliorer ».



« Le Grand Paris Express permettra à la ville de se doter de l'un des meilleurs réseaux de transport au monde. »



Flot d'investissements pour la réfection de conduites en Italie

Des financements aident des compagnies des eaux italiennes à rénover des réservoirs non étanches et à remettre en état d'anciennes conduites.

Durant le printemps et l'été 2017, il n'a pratiquement pas plu à Rome. Les faibles précipitations, conjuguées à des températures élevées, ont eu pour effet une diminution de la quantité d'eau disponible pour les habitants de Rome, qui ont craint la mise en place d'un régime de rationnement déjà en vigueur dans plusieurs villes du centre de l'Italie.

Mais les vagues de chaleur estivales ne sont pas le seul facteur qui explique le manque d'eau. La grande vétusté des réseaux d'adduction d'eau est à l'origine, en moyenne, de 35 % de pertes dans les conduites, avant que l'eau n'arrive dans les robinets. Des travaux de modernisation doivent être entrepris de toute urgence, mais les petites compagnies des eaux italiennes peinent à obtenir des financements.

La BEI est donc intervenue en proposant un **prêt-programme de 200 millions d'EUR à l'appui d'investissements dans les infrastructures d'adduction d'eau et d'assainissement concernant l'ensemble de l'Italie**. Il permettra de financer quatre à huit projets dans le domaine de l'eau, pour un montant de 30 millions d'EUR à 100 millions d'EUR chacun. « Les petites compagnies des eaux sont considérées comme trop risquées pour qu'on leur accorde un prêt direct », explique Despina Tomadaki, chargée de prêts à la BEI responsable de l'opération, « mais grâce au Plan d'investissement pour l'Europe, cela devient possible. Il s'agit là de la première opération de ce type s'adressant aux compagnies des eaux de petite et moyenne dimension ».

Les services des eaux, en Italie, sont réglementés par l'État et organisés sur la base de 64 zones à desservir. Plus de 2 700 compagnies fournissent des services à quelque 7 700 municipalités. Un petit nombre d'acteurs de plus grande taille desservent environ 50 % de la population. Toutefois, la majorité des compagnies sont petites ; de ce fait, elles ont des difficultés à obtenir des prêts. Résultat, le déficit d'investissement entre les travaux nécessaires et les travaux entrepris dans le secteur de l'eau en Italie ne cesse de se creuser depuis des années. À l'heure actuelle, il représente un volume annuel de quelque 3 milliards d'EUR. Le prêt-programme de la BEI aidera à réduire ce déficit.

Certaines régions d'Italie éprouvent des difficultés particulières à obtenir des financements. « Le prêt-programme visera les compagnies du centre et du sud de l'Italie qui ont les besoins d'investissement les plus marqués », explique Patricia Castellarnau, l'économiste de la BEI chargée de la nouvelle opération.

Le prêt-programme devrait permettre de soutenir quelque 2 000 emplois nouveaux, ce qui sera également positif pour la population et les entreprises locales.



À fin 2017, deux sous-opérations relevant de ce prêt-programme avaient été signées : un prêt de 50 millions d'EUR à Brianzacque, qui intervient à Monza et Brianza en Lombardie, et un prêt de 20 millions d'EUR à AMAP, une compagnie de Palerme.

BEI et infrastructures : plus d'informations en ligne

- À Las Palmas, laissez-vous transporter par le MetroGuagua eib.org/metroguagua
- Bratislava : un coup de neuf pour certains bâtiments historiques eib.org/bratislava-urban-renewal



Action en faveur du climat et de l'environnement pour un avenir DURABLE





16,7 Mrd EUR pour l'environnement

Notamment pour des projets favorisant la biodiversité, la pureté de l'air, la propreté de l'eau, la sécurité des transports, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

La Banque s'est engagée à consacrer au moins 25 % du total de ses prêts à **l'action pour le climat**, dans tous ses domaines stratégiques d'intervention.

En 2017, la BEI a financé l'action en faveur du climat à hauteur de **19,4** milliards d'EUR, soit **28,2** % de l'ensemble de ses financements.

- Énergies renouvelables – **4,4** Mrd EUR
- Efficacité énergétique – **4,8** Mrd EUR
- Transports faiblement émetteurs de carbone et sans effet sur le climat – **7,1** Mrd EUR
- Recherche-développement et innovation – **1** Mrd EUR
- Atténuation des changements climatiques par le boisement, la gestion des déchets et l'assainissement – **0,5** Mrd EUR
- Atténuation des changements climatiques dans d'autres secteurs – **0,7** Mrd EUR
- Adaptation aux changements climatiques – **0,8** Mrd EUR

* Ces chiffres ont fait l'objet d'un audit externe.

Monts Rhodope (Bulgarie), l'un des sites pilotes du projet Rewilding Europe, consacré à la protection de la nature.

Des chevaux sauvages comme intérêts

Une nouvelle solution de gestion de la biodiversité qui redonne vie à des animaux préhistoriques.

Les monts Rhodope, qui culminent en Bulgarie à 2 000 mètres, sont parcourus de profondes vallées et de falaises abruptes ; ils couvrent près de 15 000 kilomètres carrés. Il s'agit d'un des principaux lieux de reproduction du percnoptère, un rapace menacé dans le monde entier, et du seul site de reproduction du vautour fauve dans ce pays.

Les monts Rhodope figurent parmi les huit sites pilotes du réseau Rewilding Europe, consacré à la protection de la nature et animé d'une vision nouvelle. La population migrant de plus en plus vers les villes, Rewilding Europe prend en charge des zones rurales qui se vident de leurs habitants et les rend à la vie sauvage en restaurant des écosystèmes autonomes, essentiels à la biodiversité, tout en stimulant une nouvelle économie basée sur la nature.

Et l'association semble présenter une justification économique, comme en témoigne le prêt de 6 millions d'EUR que la BEI lui a accordé. Ce prêt est garanti par le Mécanisme de financement du capital naturel que la Commission européenne et la BEI ont mis en place. « Il est de plus en plus généralement admis que les subventions publiques ne suffisent pas pour couvrir le coût des initiatives de préservation de la nature », déclare Jane Feehan, chargée d'investissement auprès de l'unité responsable de la politique de financement des projets climatiques et environnementaux de la BEI. « La nature est l'essence même de Rewilding Europe, mais l'association met en place un modèle économique solide et est désormais en mesure d'assumer des emprunts pour financer le développement de ses activités. »

En Bulgarie, dans les monts Rhodope, ce soutien revêt la forme d'une collaboration avec des entrepreneurs locaux en vue de stimuler le tourisme vert à petite échelle via différentes initiatives, comme la réparation de miradors destinés à la photographie de la vie sauvage, la formation de chefs d'entreprise locaux et la démonstration de la valeur commerciale de la nature. L'objectif ultime est de financer le réensauvagement de la région et de mettre un terme à l'empoisonnement, au braconnage et aux électrocutions provoquées par des lignes électriques qui ont réduit le nombre de vautours fauves à seulement dix couples.

Rewilding Europe a mis en place une brigade canine antipoison chargée de détecter les dangers pour les vautours. Elle construit des nids artificiels pour attirer des vautours moines et constituer ainsi de nouvelles colonies. L'association collabore également avec des entreprises d'électricité locales en vue d'isoler leurs lignes électriques. Pendant que les habitants de la région utilisaient des appâts empoisonnés pour empêcher la population lupine de se développer, Rewilding Europe

y relâchait des daims et des cerfs pour que les loups puissent chasser davantage de proies naturelles. Il s'agit d'une initiative essentielle pour attirer les vautours qui se nourrissent des restes de carcasses une fois que les loups sont repus.

Comment les habitants de la région réagissent-ils ? « Nous les impliquons dans cette nouvelle approche, naturellement », affirme Wouter Helmer, le chef du département de réensauvagement de Rewilding Europe. « Il y a de moins en moins de bergers dans ces contrées. Ceux qui restent comprennent que si nous y introduisons des cervidés, nous détournons également les loups de leurs moutons et de leurs bovins, parce qu'il est toujours plus facile pour les prédateurs de chasser des animaux sauvages. »

Les habitants de la région comprennent également qu'en suscitant l'intérêt des touristes venus de la capitale Sofia et de l'étranger, les mesures de réensauvagement contribuent à la diversification de leurs revenus. C'est un gage d'activité pour les chambres d'hôtes, sans parler de la gestion de l'élevage. « Ils comprennent qu'un loup vivant leur rapporte plus qu'un loup mort », explique Wouter. « Notre mission les amène donc à repenser leur rapport à la nature. »

Redonner vie à une espèce préhistorique disparue

L'offre touristique ne se limite pas à des miradors pour photographes dans les monts Rhodope. De fait, Rewilding Europe a lancé une agence européenne de safaris. Face aux animaux d'Afrique généralement associés aux safaris, que peut-on trouver d'aussi fascinant dans la faune européenne ? Avez-vous déjà entendu parler des aurochs ? Ce sont les ancêtres sauvages à grandes cornes des bovins domestiques. Ils peuvent atteindre 1,80 mètre au garrot et peser jusqu'à plus d'une tonne. Ce sont eux qui sont représentés dans les peintures rupestres. Dans la mythologie grecque, Zeus a pris la forme d'un auroch pour séduire et enlever la belle princesse Europa, créant ainsi l'Europe.

Les aurochs vivaient pendant la période appelée pléistocène et se sont éteints il y a environ 400 ans, mais leurs gènes restent bien vivants chez certaines espèces bovines anciennes. Dans le cadre de sa mission, Rewilding Europe utilise ces bovins ancestraux pour élever le tauros, un bovin sauvage de type auroch capable de survivre seul. Pourquoi est-ce si important ? Écoutez Wouter : « La biodiversité a besoin de paysages différents, pas seulement de forêts, mais également d'espaces plus dégagés. Pour la première fois dans l'histoire, nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où le pâturage a disparu de



Sanjin Zarkovic, un apiculteur croate lauréat d'un prix, dans sa ferme apicole de Melnice, qui bénéficie du projet Rewilding Europe.

« Le réensauvagement les amène à repenser leur rapport à la nature. »

nombreuses régions. La diversité des prairies naturelles, avec leurs fleurs, leurs oiseaux et leurs papillons, n'est plus assurée par leurs architectes naturels. »

Initialement, les aurochs constituaient l'une des principales espèces animales à s'en charger. Parallèlement, et en particulier au cours du dernier millénaire, cette tâche a été partiellement assurée avec l'aide des agriculteurs et de leur bétail, mais cette collaboration disparaît rapidement, du moins en ce qui concerne le pâturage traditionnel. De moins en moins de ruraux désirent devenir agriculteurs. De ce fait, des régions étendues sont désormais dépourvues de ruminants naturels comme les aurochs et le bétail domestique disparaît également. « Nous avons décidé d'essayer de réintroduire les ruminants d'origine », ajoute-t-il.

Il explique que 99 % des gènes de ces ruminants se trouvent toujours dans l'ADN des races domestiques actuelles. Le programme Tauros fait donc appel à différentes races primitives pour créer une vache plus résistante, que l'on peut laisser à elle-même. On compte actuellement plusieurs centaines d'animaux

ainsi engendrés et les premiers résultats de leur réintroduction à la vie sauvage sont prometteurs.

Les chevaux sauvages relâchés dans les monts Rhodope, ainsi que le nouveau tauros, semblable à l'auroch, et le bison européen s'inscrivent tous dans le cadre d'une autre innovation de Rewilding Europe : la European Wildlife Bank (banque européenne de la vie sauvage). « Il s'agit presque d'une vraie banque », poursuit Wouter. « Les propriétaires terriens peuvent emprunter un troupeau de chevaux primitifs et les faire paître sur leur terrain. Cinq ans plus tard, ils en rendent la moitié. Le troupeau s'agrandissant généralement d'environ 25 % par an, la banque récupère un plus grand nombre de chevaux qu'elle n'avait prêté et le propriétaire en garde le même nombre », précise-t-il. « On peut considérer cela comme un taux d'intérêt très avantageux. »

Si le propriétaire démontre qu'il a pu étendre la zone de pâturage accessible aux animaux sauvages, il peut garder les chevaux supplémentaires pendant cinq ans de plus.

Un plan directeur pour voir la ville en vert

La ville d'Essen a longtemps été synonyme de pollution industrielle. Mais cette année, elle a reçu le titre de « Capitale verte de l'Europe ». Voici comment la ville allemande a accompli sa révolution verte.

Au moment de la réunification de l'Allemagne, les deux tiers des eaux usées d'Essen étaient déversées dans la rivière Emscher. Les abattoirs et les aciéries y rejetaient leurs déchets et la rivière était devenue un réservoir de métaux lourds et d'excréments. La Emschergerossenschaft (coopérative de gestion des eaux de l'Emscher), qui compte 19 municipalités et de nombreuses entreprises, a été fondée en 1899 ; il s'agissait du premier syndicat de gestion des eaux usées d'Allemagne. Elle est à l'origine d'un programme ambitieux visant à remettre la rivière dans son état naturel d'origine. La tâche était immense, mais tout a bien fonctionné.

Uli Paetzel, le directeur exécutif de l'Emschergerossenschaft, peut maintenant emmener ses enfants sur les aires de jeux verdoyantes qui bordent la rivière. « À l'échelle de l'Europe, il s'agit du plus grand projet visant à remettre dans son état naturel d'origine le paysage bordant une rivière et à induire un changement structurel », explique-t-il. « Nous rendons la rivière aux citoyens. »

En 2017, Essen a été élue Capitale verte d'Europe par la Commission européenne – un titre décerné annuellement à une ville qui est à l'avant-garde pour ce qui est de conjuguer vie en milieu urbain et respect de l'environnement. L'ancienne ville minière possède maintenant un parc public de 23 hectares, distribue une eau de grande qualité et dispose d'un centre-ville où la circulation automobile est limitée. « Suie, saleté, mauvaises odeurs et cheminées qui crachent de la fumée – voilà l'image que les gens qui ne sont pas d'Essen continuent à associer à la ville », déclare Matthias Sinn, chef du service environnemental d'Essen. « Et pourtant notre ville est bien plus jolie et bien plus verte qu'on pourrait le penser. Avec tous ses parcs et pièces d'eau, elle vous donne vraiment envie de profiter pleinement de la vie. »

Parmi les réalisations environnementales qui ont valu à Essen son titre de Capitale verte d'Europe, citons :

- 13 000 emplois dans le secteur vert innovant ;
- 95 % de sa population dispose maintenant d'un espace vert urbain dans un rayon de 300 m autour de son habitation ;
- 376 km de pistes cyclables ;
- 128 000 m² de routes dotées d'un revêtement anti-bruit.

Et Essen se fixe des objectifs ambitieux :

- réduire les émissions de CO₂ de 40 % d'ici 2020 ;
- d'ici 2035, 25 % de tous les trajets effectués à vélo ;
- 20 000 emplois dans le secteur de l'environnement d'ici 2025 ;
- recycler 65 % de tous ses déchets d'ici 2020.

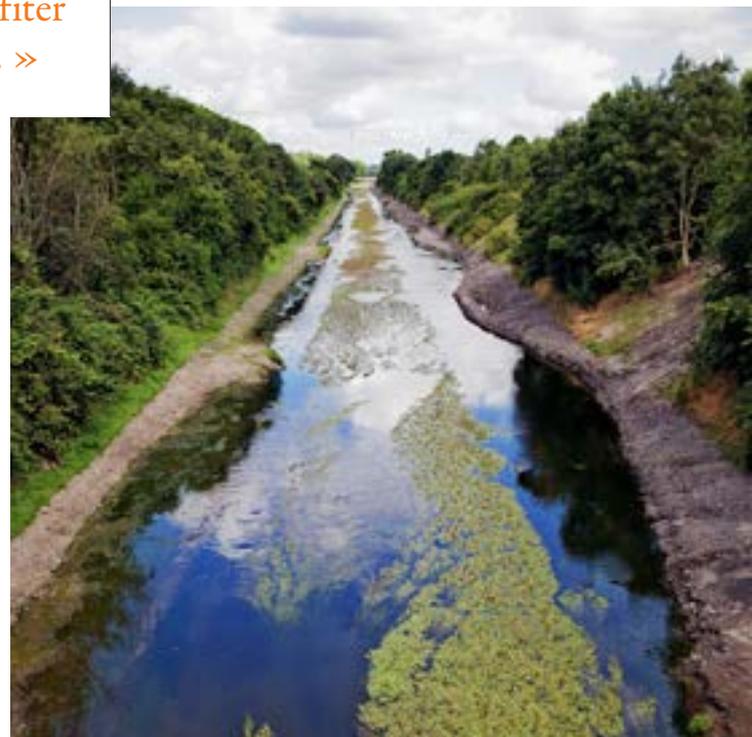
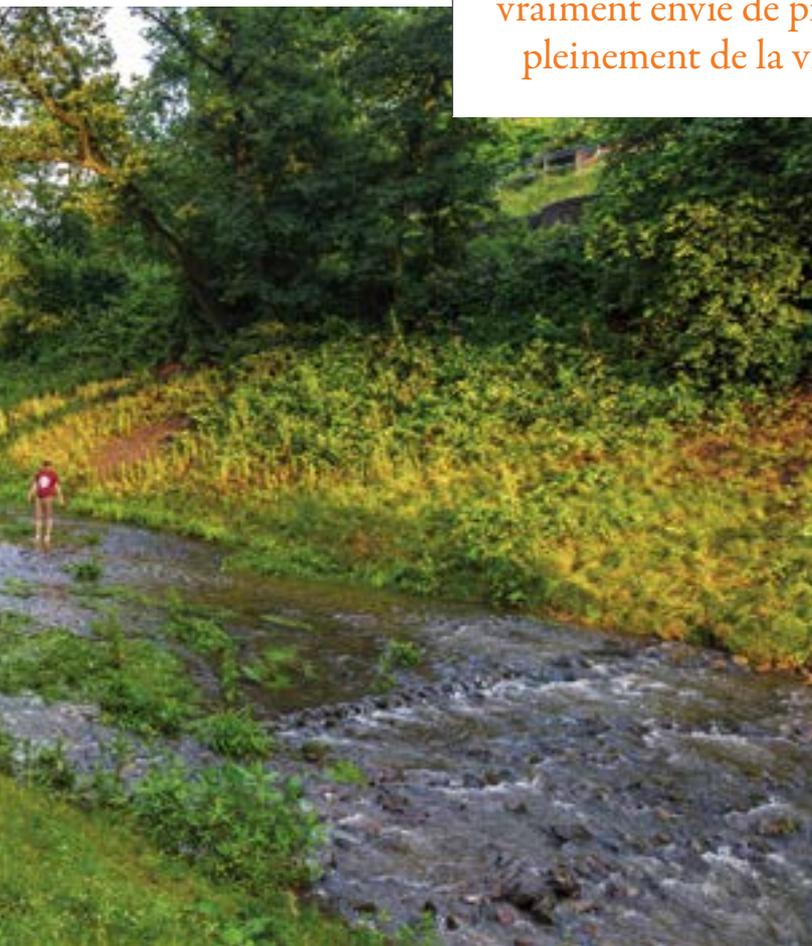
Le verdissement d'Essen englobe la construction de 400 km de nouveaux égouts souterrains et vise à remettre à l'état naturel 350 km de rives de l'Emscher. « Ce qui frappe, dans ce projet, c'est sa dimension gigantesque à l'échelle régionale, ainsi que ses ouvrages d'ingénierie de pointe et l'amélioration de la biodiversité qu'il a permise », s'exclame Sebastian Hyzyk, économiste à la BEI.

Le coût total du projet s'élève à 5,3 milliards d'EUR, dont 30 % environ seront financés par le concours de la BEI. À la suite de deux précédents prêts, la Banque a prêté, en 2017, 450 millions d'EUR supplémentaires pour poursuivre ce projet.





« Tous ses parcs et pièces d'eau vous donnent vraiment envie de profiter pleinement de la vie. »



Recyclage : une source précieuse d'approvisionnement en titane pour l'Europe

En France, une nouvelle usine préserve une ressource précieuse tout en protégeant le climat.

Le titane tient son nom des puissants Titans de la mythologie grecque, du fait de sa grande solidité. Il s'agit également d'un métal léger, qui ne se corrode pas et qui se plie sans se casser. Ces propriétés en font une matière première stratégique pour la fabrication de nombreux produits – pièces d'avion, missiles, véhicules spatiaux, blindage, etc.

Un problème se pose toutefois : il n'est pas aisé d'acheter du titane en Europe ou de trouver un moyen économique d'en recycler les chutes inutilisées. De grandes entreprises telles qu'Airbus se tournent souvent vers les États-Unis ou la Russie lorsqu'elles ont besoin d'acheter du titane ou de recycler des chutes. Désormais, une nouvelle usine française appelée EcoTitanium règle ce problème en recourant à des fours de pointe et à d'autres technologies pour recycler le titane. De plus, ce procédé préserve l'environnement en réduisant les émissions. En effet, le recyclage du titane nécessite moins d'énergie que le raffinage du minerai.

« Le titane est un métal de grande valeur et nous allons en améliorer l'approvisionnement de manière spectaculaire », déclare Thomas Devedjian, directeur financier d'Eramet, un groupe minier et métallurgique qui a créé EcoTitanium en Auvergne, une région volcanique du centre de la France.

EcoTitanium met en œuvre les technologies les plus récentes en matière de fours à plasma et sous vide, qui consomment moins d'énergie que les autres méthodes de fusion. Un four à plasma permet de fondre des substances à l'aide de gaz chauffé, tandis qu'un four sous vide les fond en l'absence d'air afin d'éviter toute contamination. Le titane nécessite des dispositifs de fusion spécifiques du fait de sa grande résistance à la chaleur.

Des coûts et des déchets en diminution

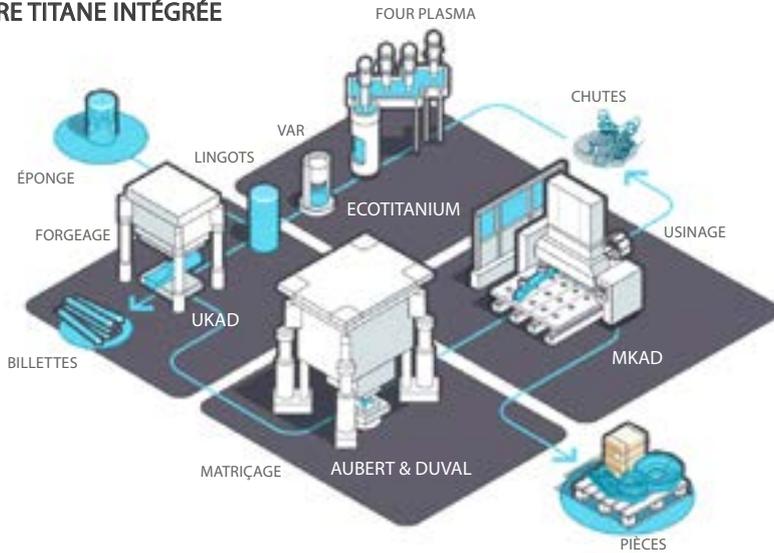
Le titane n'est pas rare, mais il est onéreux parce que difficile à raffiner. Sa production requiert beaucoup de main-d'œuvre et une chaleur extrême. Le titane est six fois plus cher à produire que l'acier. L'usinage du titane produit de grandes quantités

de chutes qui sont souvent envoyées en dehors de l'Europe en vue de leur réutilisation. Pour certaines pièces d'avion, 90 % du titane finit en chutes de fabrication.

La nouvelle usine de recyclage, située à Saint-Georges-de-Mons, produira des alliages de titane de qualité aéronautique, qui seront un peu moins chers que du nouveau titane et source de moins de déchets. L'usine permettra d'éviter le rejet d'environ 100 000 tonnes de dioxyde de carbone par an.



FILIÈRE TITANE INTÉGRÉE



Dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe, la Banque européenne d'investissement a prêté 30 millions d'EUR à cette usine. Le coût total du projet était d'environ 48 millions d'EUR.

« L'Europe a besoin de ce type d'innovation », déclare Mariateresa Di Giacomo, chargée de prêt principale à la Banque européenne d'investissement.

Le titane est également utilisé pour les coques de navires, les cadres de vélos et dans l'industrie chimique. Il se soude bien à l'os – on le trouve donc dans des implants et des prothèses dentaires. Le dioxyde de titane, le matériau utilisé pour raffiner le titane métallique, est un excellent agent blanchissant pour la peinture, la crème solaire et le dentifrice.

« Ce projet est formidable », nous confie Mariateresa. « Il mêle tout un tas de domaines : nouvelles technologies, nouveaux emplois, réduction des déchets, économie circulaire. »



« L'Europe a besoin de ce type d'innovation. »

BEI et environnement : plus d'informations en ligne

- Pour en savoir davantage sur les projets environnementaux de la BEI, notamment sur son financement inédit en faveur de la foresterie en Irlande, cliquez ici : eib.org/irish-forests.

Un **acteur** MONDIAL





7,91 Mrd EUR

de nouveaux prêts à
l'extérieur de l'UE

- Voisins orientaux **0,88** Mrd EUR
- Pays de l'élargissement et de l'AELE
1,62 Mrd EUR
- Pays méditerranéens **1,96** Mrd EUR
- Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique,
PTOM et Afrique du Sud **1,47** Mrd EUR
- Asie et Amérique latine **1,99** Mrd EUR

Une nouvelle vie pour la mer Morte

Israéliens, Palestiniens et Jordaniens unissent leurs forces pour lutter contre une crise régionale de l'eau.

En Jordanie, les familles n'ouvrent leur robinet d'eau qu'une fois toutes les deux semaines afin de remplir les réservoirs d'eau potable de quatre mètres cubes au maximum placés sur leur toit. Ce volume ne correspond qu'à un tiers de leurs besoins – et c'est tout ce qu'elles obtiennent. « La population souffre beaucoup », affirme Nabil Zoubi, à la tête d'un projet ambitieux qui vise à utiliser les eaux de la mer Rouge pour réduire la pénurie dans la région et redonner vie à la mer Morte.

La Jordanie est l'un des pays les plus arides au monde et ne dispose pas de ressources en eau potable suffisantes pour sa population croissante et les réfugiés syriens, au nombre de 1,3 million, qu'elle accueille. La question de l'eau est aussi problématique en Israël et en Palestine, et la situation se dégrade avec les changements climatiques. Parallèlement,

le détournement des eaux qui alimentent la mer Morte a entraîné un assèchement de cette dernière qui, à son tour, génère des problèmes environnementaux.

Dans le cadre du projet, l'eau de la mer Rouge sera dessalée de manière à la rendre potable. La saumure résultant de ce traitement (une solution très saline) sera déversée dans la mer Morte à l'aide d'une canalisation de 180 km afin de freiner la baisse du niveau de ses eaux. « La Jordanie aura de l'eau courante trois jours par semaine, au lieu de huit heures toutes les deux semaines comme c'est le cas actuellement. »

Autre bénéfice : la mer Morte est le point le plus bas au monde, si bien que l'eau parcourra 600 mètres de dénivelé négatif, générant 32 mégawatts d'hydroélectricité par an.



La BEI a mis en place pour ce projet un accord d'assistance technique financé par l'UE de 2 millions d'EUR. L'Agence française de développement, organisme public français promouvant le développement durable, collabore avec la BEI afin de garantir la réussite du projet.

Échange et partage d'eau

L'idée d'une canalisation reliant la mer Rouge à la mer Morte remonte à l'accord de paix de 1994 entre Israël et la Jordanie. Cependant, il a fallu attendre 2013 pour qu'Israël, la Jordanie et la Palestine signent un protocole d'accord portant sur le projet actuel.

Le projet mer Rouge – mer Morte contribue à l'Initiative de la BEI en faveur de la résilience économique, programme majeur visant à doper les investissements réalisés dans la région. La BEI envisage aussi de prêter à l'État jordanien 60 millions d'EUR venant compléter les financements des agences de développement française, italienne et espagnole, en appui à ce projet.

Cette enveloppe commune de l'UE pourrait être associée à une aide non remboursable de 40 millions d'EUR au titre de la Facilité d'investissement pour le voisinage de l'UE. « L'UE accompagne cet immense projet en adoptant une approche intégrée », explique Andrea Fontana, ambassadeur de l'UE auprès de la Jordanie. « Nous associons des aides non remboursables de l'UE à des promesses de contribution de l'Italie, de la France et de l'Espagne, sous la houlette de l'AFD et de la BEI. » Ce projet devrait également bénéficier d'une subvention de 100 millions d'USD accordée par USAID.

La BEI envisage aussi d'accorder un prêt de 200 millions d'EUR au maximum à l'entreprise qui remportera l'appel d'offres relatif au projet.

« La Jordanie aura de l'eau courante trois jours par semaine, au lieu de huit heures toutes les deux semaines comme c'est le cas actuellement. »



Quand l'Éthiopie devance l'Europe

Des millions de personnes bénéficient de M-Birr, qui devance la technologie bancaire mobile que la plupart des Européens utilisent.

A dossée au mur en pisé de sa maison, Amadi se souvient des journées qu'elle a dû passer à faire la queue, sous un soleil de plomb, pour percevoir ses prestations de sécurité sociale, avant d'apprendre, bien souvent, que l'argent n'était pas encore arrivé. La vieille dame devait alors rentrer chez elle, bredouille, dans son village isolé, à plusieurs heures de marche de là, pour revivre le même calvaire un autre jour. « Il y avait beaucoup de problèmes. C'était très difficile. Mais maintenant, les choses se sont bien améliorées », explique-t-elle.

Amadi fait partie des deux millions d'Éthiopiens qui bénéficient de M-Birr, un service bancaire mobile qui tire son nom du birr, la monnaie nationale. Désormais, tous les mois, elle perçoit ses allocations directement sur son compte mobile M-Birr auprès de l'institution de microfinance régionale. Au lieu de devoir faire un long trajet à pied pour encaisser son argent, elle se rend chez un agent local pour effectuer son retrait. « On me respecte et je reçois mon argent », se réjouit-elle.

M-Birr entend être le fer de lance éthiopien du phénomène mobile qui est en train de révolutionner les opérations financières pour le commun des Africains. Au Kenya, plus de 40 % du PIB circule au moyen du système de paiement mobile de M-PESA. À part dans quelques pays où les services bancaires mobiles se sont bien implantés, le continent dépend encore largement des prestations en espèces. Sur un territoire africain où la logistique est problématique, un réseau mobile permet à l'argent de circuler simplement et en toute sécurité. « La banque sans fil a déjà démontré son efficacité pour renforcer l'inclusion financière », explique Hannah Siedek, spécialiste de la microfinance à la BEI.

Appui de l'enveloppe destinée à l'investissement d'impact

La BEI soutient la nouvelle phase d'expansion de M-Birr avec un investissement en fonds propres de 3 millions d'EUR (auquel pourrait venir s'ajouter 1 million d'EUR supplémentaire) réalisé au titre de l'enveloppe destinée à l'investissement d'impact, un instrument financier de 800 millions d'EUR qui permet à la Banque de prendre davantage de risques que dans ses opérations classiques en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. C'est la première fois que la BEI investit dans une technologie financière



« C'est bien mieux ainsi. »

Mareh, une utilisatrice de M-Birr, dans son village en Éthiopie.

mobile en Afrique. Il s'agit d'un co-investissement avec la DEG, une filiale de la KfW, la banque allemande de développement.

Avant son déploiement complet en 2015, M-Birr a lancé un programme d'un an qui a permis à cinq institutions de microfinance locales d'offrir des services financiers mobiles. Les institutions de microfinance proposent les services M-Birr via plus de 7 000 établissements, à savoir des succursales ou des agents M-Birr œuvrant pour la microfinance locale et installés dans des magasins, des pharmacies ou des stations-services, dans toute l'Éthiopie. Créée par un Français et un Irlandais, l'entreprise M-Birr traite les prestations sociales de plus de 750 000 ménages, à savoir environ trois millions de bénéficiaires, et dessert 280 000 clients

clés dans le secteur bancaire mobile. C'est une révolution pour un pays où seule une personne sur cinq dispose d'un compte bancaire, alors que la moitié des adultes possède un téléphone mobile. « Nous jouons un grand rôle dans l'inclusion sociale », explique Thierry Artaud, directeur général de M-Birr. « Ce financement de la BEI nous permettra de développer nos activités tout en favorisant la croissance du pays. »

Bénéficiaire des avantages de l'argent mobile

Devant le magasin, une vieille dame du nom de Mareh sort un téléphone mobile d'une pochette qu'elle porte autour du cou. La plupart des utilisateurs de M-Birr achètent un téléphone pour quelques dollars seulement, mais ceux qui ne peuvent se le permettre ont toutefois la possibilité de recevoir une carte à gratter dotée d'un code PIN qu'ils utilisent pour retirer leurs allocations à

l'agence M-Birr. Gesticulant avec son téléphone, Mareh énumère les améliorations qu'a apportées M-Birr dans sa vie.

Comme Amadi, elle devait faire de longs trajets exténuants pour se rendre aux points de distribution et les allocations n'étaient souvent pas disponibles. « Ce n'est pas facile pour moi d'utiliser un téléphone, mais l'agent m'aide et je reçois mon argent grâce à M-Birr », se réjouit-elle. « C'est bien mieux ainsi. »

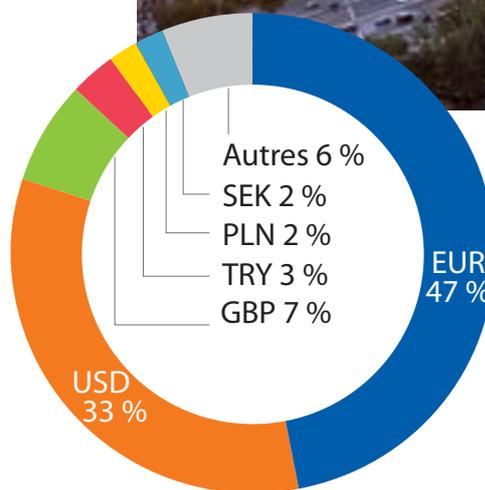
Dans un pays aussi vaste que la France et l'Espagne réunies, l'extension du réseau s'avère vitale. « M-Birr et ses partenaires offrent à l'Éthiopie tout un univers de services bancaires mobiles qui auront des retombées considérables sur la vie quotidienne des utilisateurs », affirme Benoît Denis, un économiste de la division Économie numérique à la BEI. « Cette société répond vraiment à un besoin. L'objectif est de diffuser les avantages de l'argent mobile à l'ensemble des secteurs de l'économie. Nous souhaitons les aider dans cette entreprise. »



Une succursale M-Birr dans un village éthiopien.

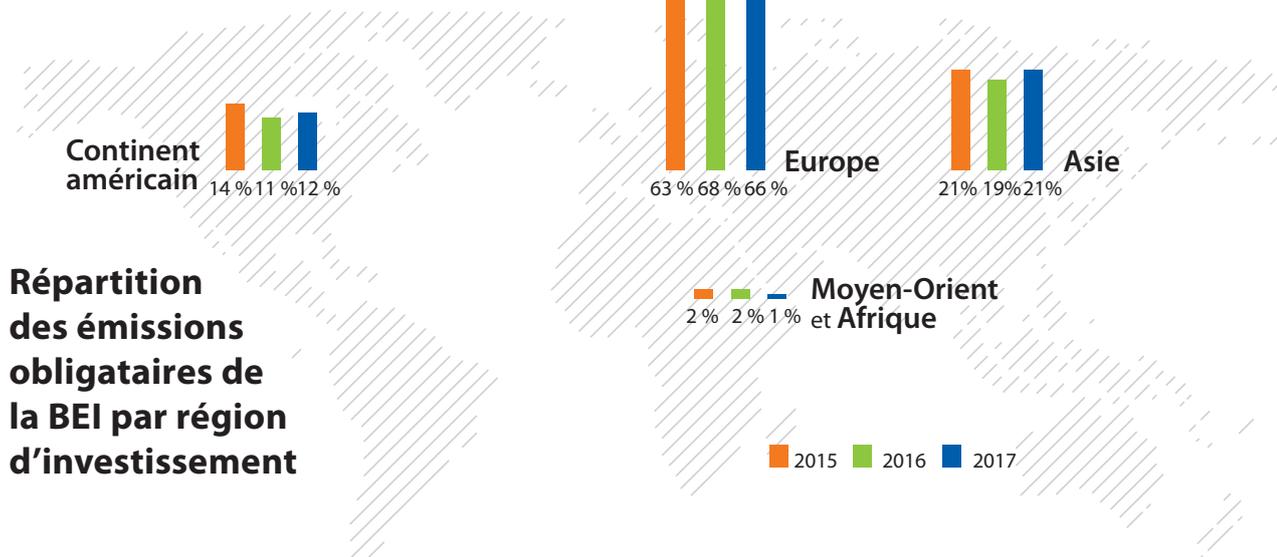
Origine des **FONDS** de la BEI

La BEI, première institution financière multilatérale au monde par le volume de ses prêts et de ses emprunts, a levé 56,4 milliards d'EUR sur les marchés internationaux des capitaux en 2017, qui viennent s'ajouter aux 3,8 milliards d'EUR de préfinancements fin 2016. Sur ce total, 4,3 milliards d'EUR correspondaient à des obligations vertes de la Banque, appelées obligations climatiquement responsables. Ce résultat a été enregistré au moment où la Banque fêtait ses dix ans d'émission d'obligations vertes, domaine dans lequel elle fut pionnière. Les émissions de la BEI touchent des investisseurs qui ne s'engageraient habituellement pas en Europe, mais qui contribuent indirectement à des projets européens en investissant dans les obligations de la BEI.



La Banque a émis des obligations dans 15 monnaies, la majorité des fonds ayant été levés dans les grandes monnaies que sont l'EUR, l'USD et la GBP. La diversité des sources et des durées confère de la souplesse à la stratégie de la Banque en matière de collecte de ressources. Le recours à de multiples devises permet également à la BEI d'accéder à des monnaies locales pour ses décaissements.

Répartition des émissions obligataires de la BEI par monnaie



Répartition des émissions obligataires de la BEI par région d'investissement



Vent favorable pour le climat en Chine

Beijing fait un pas décisif vers les obligations vertes.

Un vent favorable souffle pour le climat. Le marché des obligations vertes devrait poursuivre son expansion maintenant que la Chine est elle aussi entrée en action. « La Chine est confrontée à d'énormes défis environnementaux qui doivent être pris au sérieux », explique Aldo Romani, expert de la BEI qui a structuré la première émission d'obligations vertes il y a exactement dix ans. « Les obligations vertes sont, pour la Chine, un moyen d'établir un lien de plus en plus intéressant avec les marchés internationaux pour aider à résoudre les problèmes mondiaux. »

Des représentants de la BEI se sont rendus en Chine cette année afin de renforcer le soutien de la Banque aux projets climatiques dans le pays. La BEI s'attend à approuver des prêts à l'appui de nombreux projets ayant trait au climat en Chine, dans les domaines des transports urbains, de la foresterie et de l'efficacité énergétique. La banque de l'UE et la banque centrale chinoise sont aussi convenues d'œuvrer ensemble à la création d'un cadre commun pour les obligations vertes et de définir plus clairement quels projets sont admissibles. Les deux parties espèrent que l'établissement d'un langage commun aura pour effet de renforcer la confiance des investisseurs chinois et internationaux.

L'importance de ces efforts a été soulignée lors du Sommet entre l'UE et la Chine qui s'est tenu en juin à Bruxelles, lorsque les représentants des deux parties ont mis en avant leur engagement commun pour la lutte contre le changement climatique. Tout en coopérant en matière d'obligations vertes avec le comité chinois pour la finance verte, la BEI a contribué au groupe d'experts de

haut niveau sur la finance durable, une organisation créée par la Commission européenne pour formuler des conseils quant à la façon de promouvoir la prise en compte de la durabilité dans les politiques de l'UE.

Si les obligations vertes ont maintenant le vent en poupe, à l'époque leur succès n'était pas garanti, loin s'en faut ! Aldo se souvient des moments difficiles qu'il a vécus il y a dix ans. La lutte contre les changements climatiques était en train de devenir une priorité en Europe, mais peu nombreux étaient ceux qui pensaient que les obligations vertes pourraient être une solution. Beaucoup d'experts estimaient qu'il était trop difficile ou discutable de contrôler et de confirmer que les fonds levés grâce à ces obligations étaient bien dépensés en faveur de l'environnement.

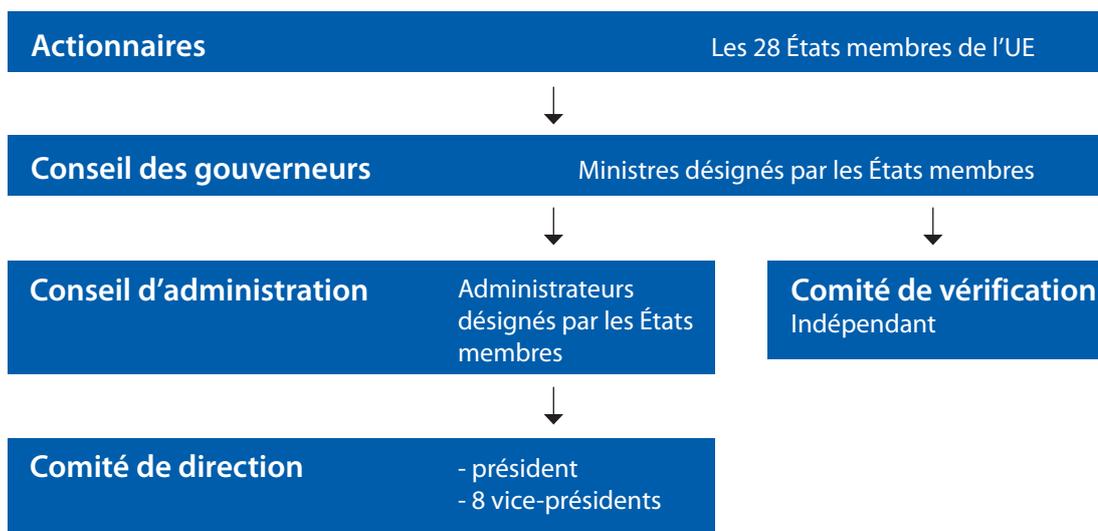
« En 2007, personne n'aurait misé sur la pérennité des obligations vertes et tout le monde se demandait pourquoi la BEI était la seule à en parler », déclare Aldo, gestionnaire des émissions en EUR à la BEI. Aujourd'hui, la BEI fête le onzième anniversaire de ses obligations vertes, un produit qui représente l'un des plus grands succès dans le domaine des financements climatiques.

À écouter en ligne

- Dans le podcast intitulé « **A Dictionary of Finance** », Aldo Romani explique en quoi consistent les obligations vertes : eib.org/green-bonds-podcast

Une **GOVERNANCE** durable, réactive et vigilante

La structure de gouvernance de la BEI



Finance durable : une classification

La finance durable repose sur des investissements qui tiennent compte de considérations environnementales, sociales et de gouvernance. Elle englobe donc des financements qui visent à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, à s'attaquer à la pollution, à réduire la production de déchets et à améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources naturelles.

La BEI coordonne un groupe de banques multilatérales de développement pour l'élaboration de « principes communs applicables au suivi du financement de l'atténuation des changements climatiques » qui intégreront les objectifs de l'Accord de Paris. La Banque a aussi assumé un rôle comparable, en 2017, lorsqu'elle a participé aux travaux du groupe d'experts de haut niveau sur la finance durable, mis en place en décembre

2016 par la Commission européenne. Ce groupe a vocation à formuler des recommandations pour que soit établie une stratégie européenne globale en matière de finance durable. Dans son rapport intérimaire, publié en juillet 2017, ce groupe d'experts a suggéré que la BEI coordonne la mise au point d'une classification pour le financement de l'action en faveur du climat, qui s'attacherait tout d'abord à l'atténuation des changements climatiques.





Après avoir consulté des parties prenantes clés, la BEI a proposé la première version d'une taxonomie en matière d'atténuation des changements climatiques, contribuant ainsi aux activités en cours du groupe d'experts. Dans son rapport final de janvier 2018, le groupe d'experts a recommandé que la Commission européenne adopte une feuille de route 2018-2019 à des fins d'élaboration d'une taxonomie exhaustive en matière de durabilité. Elle devrait

s'appuyer, dans un premier temps, sur les travaux de la BEI relatifs à l'atténuation des changements climatiques, pour considérer ensuite l'adaptation aux changements climatiques ainsi que des éléments environnementaux et sociaux. Il s'agit d'une étape essentielle visant à apporter des définitions claires, afin de stimuler le marché des produits financiers durables et d'améliorer le soutien aux politiques publiques.

À votre écoute

En 2017, un nombre record de dossiers a été géré dans le cadre du Mécanisme de traitement des plaintes de la BEI.

Cette augmentation est partiellement due au fait que la Banque gagne en visibilité, ce qui engendre une meilleure connaissance de son impact environnemental et social ainsi que de l'existence de son

mécanisme de recours indépendant et public. Elle s'explique également par la hausse du nombre d'opérations complexes faisant intervenir la Banque et par la présence de projets d'assez grande visibilité, qui ont donné lieu à de multiples plaintes.



Accès routier au port de Mombasa.

Maisons à Mombasa dont les habitants risquent d'être exclus de l'accord de dédommagement.

En janvier 2017, la première plainte d'une série de treize a été reçue dans le cadre du Mécanisme de traitement des plaintes ; elle concernait la mise en œuvre du plan de mesures correctives instauré dans le contexte du projet d'accès routier au port de Mombasa (Kenya). Ce plan avait pour but de dédommager 120 propriétaires de structures situées dans la région de Jomvu, expulsés en mai 2015 sans que n'ait été respectée la procédure requise. Même si les personnes concernées ont perçu un dédommagement en espèces, il a été estimé que la communication sur l'évaluation des actifs avait manqué de transparence. Il était également possible que certaines personnes touchées n'aient pas été prises en compte pour un dédommagement. En décembre 2017, les plaignants et le promoteur du projet sont convenus que le recours au Mécanisme de traitement des plaintes faciliterait un processus de médiation à mener en 2018 afin que soit clarifiée la méthode d'évaluation utilisée pour calculer les dédommagements et que soit examiné le résultat des différentes évaluations.

Le gazoduc transadriatique

Connu sous l'acronyme TAP, il s'agit d'un projet relatif à la partie occidentale du corridor gazier méridional entre la frontière gréco-turque et l'Italie via l'Albanie. Dès les premières phases du cycle du projet, la Banque a reçu des plaintes concernant principalement l'évaluation des expropriations en Grèce et en Albanie. Lors de l'instruction du prêt, ces plaintes ont été analysées au sein des services de la Banque. Dans le contexte du Mécanisme de traitement des plaintes, il a été enregistré plusieurs plaintes émanant de collectivités et de particuliers italiens faisant état d'inquiétudes quant aux risques environnementaux et industriels liés à ce projet. En 2017, 22 nouvelles plaintes ont été reçues au titre du Mécanisme, sur un total de 38 plaintes portant sur le TAP.

Le Médiateur européen

En 2017, le Médiateur européen a informé la BEI de 11 nouveaux cas dont il a été saisi concernant les activités de la Banque. Trois de ces cas concernaient les délais de réponse à des plaintes déjà portées devant la Banque : la mine de nickel d'Ambatovy à Madagascar, le projet de stockage souterrain de gaz « Castor » en Espagne et l'absence présumée de prise de décision dans le cadre d'une enquête sur un conflit d'intérêts. Le Médiateur a classé cette dernière affaire car la plainte a été réglée à réception de la réponse de la BEI par le plaignant. Le Médiateur a cependant mené des inspections sur place des dossiers de la Banque relatifs aux affaires Ambatovy et Castor. Ses conclusions devraient être publiées en 2018. En fin d'année, le total des plaintes en cours avait doublé pour atteindre le nombre de dix.



Le Mécanisme de traitement des plaintes de la BEI en 2017

- **114** plaintes nouvelles, 25 de plus qu'en 2016
- **103** plaintes jugées recevables, 19 de plus
- **173** dossiers traités, 51 de plus
- **101** plaintes en cours fin 2017, 59 de plus

Révision de politique

En mai 2017, à l'issue d'un dialogue avec le Médiateur européen, la Banque a lancé une consultation publique concernant la révision de la politique de traitement des plaintes de la BEI ; en juin, elle a présenté au public les suggestions de modifications et des commentaires écrits supplémentaires ont été collectés fin septembre. Cette révision périodique a suscité un vif intérêt auprès des particuliers et notamment des organisations de la société civile, qui ont présenté une lettre conjointe assortie de propositions et commentaires détaillés. Actuellement, la Banque examine attentivement ces remarques en vue de modifier sa politique au cours du premier semestre de 2018.

Le métro du Caire

Au titre du Mécanisme de traitement des plaintes, une autre médiation a été engagée en décembre 2017 au sujet de la mise en œuvre du projet Cairo Metro Line. Ce projet entraînait la réinstallation involontaire de plusieurs communautés, entreprises et particuliers, dont plus de 100 propriétaires de commerces du marché d'El Bohy, dans la région d'Imbaba. Une plainte de représentants de ces groupes avait déjà été déposée en 2016 au titre du Mécanisme de traitement des plaintes, mais la situation a été exacerbée lorsque le marché a été détruit en août 2017 sans que la communauté ait accepté le programme de dédommagement. Au moment de la démolition, il avait déjà été proposé, dans le cadre du Mécanisme de traitement des plaintes, une médiation à laquelle le promoteur du projet et les personnes affectées avaient accepté de participer. Si la médiation n'aboutit pas, les plaintes seront examinées de façon exhaustive.

Vigilance

En 2017, les enquêteurs de la BEI ont mis en évidence un certain nombre d'irrégularités.

La division Enquête sur les fraudes de la BEI, qui intervient en toute indépendance, enquête sur d'éventuels faits de fraude, de corruption et d'autres manœuvres interdites dans le contexte des projets financés par la

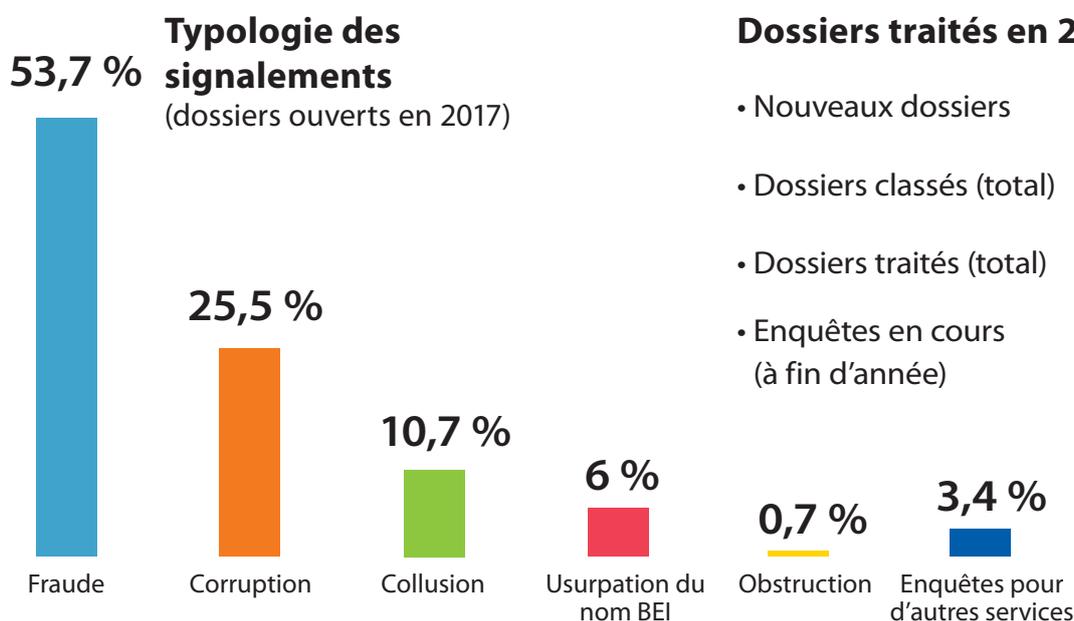
Banque. Elle procède à des analyses préventives d'intégrité pour détecter des cas non signalés précédemment ; de plus, elle forme les agents de la Banque, les sensibilise et les conseille sur les questions de prévention et de dissuasion des fraudes.



En juin 2010, le Bureau letton pour la prévention et la lutte anticorruption a arrêté plusieurs représentants de la société « Latvenergo ». Ce bureau agissait sur la base d'allégations de recours de mauvaise foi à des positions officielles à des fins de corruption et de blanchiment d'actifs acquis illégalement. Latvenergo avait attribué un contrat à l'entreprise espagnole Iberdrola Ingeniería y Construcción, également connue sous le nom Iberinco, pour construire une centrale thermique à Riga, financée par la BEI. Au terme d'une enquête pénale et d'une procédure judiciaire pour cause de corruption et de trafic d'influence, à l'issue des arrestations d'origine, la Banque a signé avec Iberinco un accord de règlement en décembre 2017.

Selon cet accord Iberinco est exclue, pendant un an, des projets financés par la BEI. Iberinco et le groupe Iberdrola mettront en place et appliqueront un programme de parrainage spécifique de lutte contre la corruption et la fraude. Iberinco a collaboré avec la BEI depuis le début de l'enquête en vue de clarifier les questions liées aux malversations en question. L'entreprise a également pris les mesures nécessaires pour faire en sorte que les employés rendent compte de leurs actes et pour revoir ses systèmes de contrôle de la conformité afin de s'assurer que de tels comportements ne se reproduisent pas.

**Affaire
Iberinco**



Dossiers traités en 2017 (Groupe BEI)

• Nouveaux dossiers	149
• Dossiers classés (total)	126
• Dossiers traités (total)	302
• Enquêtes en cours (à fin d'année)	136

Sources des signalements en 2017
(uniquement pour les dossiers ouverts en 2017) Internes **61 %** Externes **39 %**

Analyse préventive d'intégrité sur des prêts à des PME

La division Enquête sur les fraudes de la BEI a entrepris plusieurs analyses préventives d'intégrité sur des prêts à des banques destinés à être rétrocédés à des PME, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. Ces analyses ont révélé :

- des signes de manœuvres interdites et d'infractions pénales, telles que le blanchiment d'argent ;
- des prêts de valeur élevée à des bénéficiaires prétendument liés au trafic d'armes et à la criminalité organisée ;
- des sociétés écrans et des prêts liés à des personnes politiquement exposées ;
- des prêts à des bénéficiaires ne remplissant pas les critères d'admissibilité ;
- des interférences pour passer outre à des décisions relatives à des crédits sans justification économique ;
- des informations trompeuses et fausses fournies par des banques au moment de l'approbation d'affectations par la BEI.

Escroquerie sur Internet

En 2017, dans le cadre de plusieurs opérations de hameçonnage (« phishing ») et d'escroquerie sur Internet, les noms de la BEI ou de membres de son personnel et de la direction ont été employés abusivement pour tenter d'inciter des citoyens à payer des taxes administratives ou des frais de dossier. Naturellement, en sa qualité d'institution financière internationale publique, la BEI ne fait pas payer ces services. Ce qu'il est surtout important de souligner, lorsqu'on évoque de telles escroqueries, c'est que la BEI ne prête pas à des particuliers. Parmi les actes de fraude constatés, l'on peut citer l'utilisation abusive du logo et du nom de la BEI, l'atteinte à la réputation de l'institution, la présence de faux courriels et de sites web parallèles. Dès qu'elle a pris connaissance de ces abus, la division Enquête sur les fraudes de la Banque a promptement exigé le retrait de ces sites de chez l'hébergeur ainsi que la clôture des faux comptes de messagerie. La BEI a également conseillé aux victimes de contacter des enquêteurs spécialisés dans l'application des législations nationales.

Et maintenant ?

Quelques éléments essentiels du Plan d'activité de la BEI pour 2018

- Objectif pour les nouvelles signatures de prêt : 67 milliards d'EUR. Le nombre d'opérations restera similaire, mais leur taille sera plus modeste du fait que les activités spéciales à plus haut risque contribuent dans des proportions toujours plus élevées au volume de prêt.
- Activités spéciales : 17,3 milliards d'EUR, soit environ 25 % du volume total de prêt.
- Dans l'UE, la BEI s'appuiera sur son expérience financière et technique pour continuer à soutenir les grands objectifs européens visant à restaurer la compétitivité et la croissance économique à long terme de l'Union ainsi que la création d'emplois.
- En dehors de l'UE, les prêts cibleront le développement d'infrastructures de base, comme les routes, les réseaux d'électricité et l'approvisionnement en eau.
- L'intensification des services de conseil se poursuivra, avec 530 missions prévues. Selon les estimations, ces projets

soutiendront au bout du compte des investissements pour un coût total de 28 milliards d'EUR.

Il est temps, à présent, de se concentrer sur les ajustements structurels qui rendront l'économie européenne plus résiliente et l'engageront fermement sur la voie de la croissance durable. Le Groupe BEI, en tant que véhicule d'investissement de l'UE, continuera d'exercer un impact manifeste tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union.

Rendez-vous en ligne

- Pour plus de précisions sur le Cadre opérationnel et le Plan d'activité 2018, cliquez ici : www.bei.org/infocentre/publications/all/operational-plan-2018.htm.



Le **Groupe BEI** est constitué
de la Banque européenne d'investissement
et du Fonds européen d'investissement.

Banque européenne d'investissement

98 -100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

☎ +352 4379-1

☎ +352 437704

www.bei.org – info@bei.org

🐦 twitter.com/EIB

📘 facebook.com/EuropeanInvestmentBank

📺 youtube.com/EIBtheEUBank

Fonds européen d'investissement

37B, avenue J.F. Kennedy
L-2968 Luxembourg

☎ +352 2485-1

☎ +352 2485-81200

www.eif.org – info@eif.org

RAPPORT
D'ACTIVITÉ

20
17

